



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/41/PV.59
17 novembre 1986

FRANCAIS

QUARANTE ET UNIEME SESSION

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 59e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 6 novembre 1986, à 10 heures

Président : M. CHOUDHURY (Bangladesh)

Puis : M. KABANDA (Rwanda)
(Vice-Président)

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de
l'Organisation des Nations Unies [38] (suite)

- a) Rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies
- b) Note du Secrétaire général
- c) Rapport de la Cinquième Commission

Politiques d'apartheid du Gouvernement sud-africain [33] (suite)

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid
- b) Rapports du Secrétaire général
- c) Rapport de la Commission politique spéciale
- d) Projets de résolution

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN DE L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

- a) RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAUX DE HAUT NIVEAU CHARGE
D'EXAMINER L'EFFICACITE DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (A/41/49)
- b) NOTE DU SECRETAIRE GENERAL (A/41/663)
- c) RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (A/41/795)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur la décision qu'elle a prise à sa séance du 31 octobre 1986, contenue dans le document A/41/PV.52, par laquelle l'Assemblée a autorisé la Cinquième Commission à prolonger sa discussion de cette question, dont l'examen serait repris par l'Assemblée le matin du 6 novembre.

La Cinquième Commission a maintenant terminé l'examen de ce point et a soumis ses conclusions à l'Assemblée dans le document A/41/795. J'invite le Rapporteur de la Cinquième Commission à présenter son rapport.

M. Herijanto (Indonésie), Rapporteur de la Cinquième Commission, présente le rapport de la Commission (A/41/795) et déclare ce qui suit :

M. HERIJANTO (Indonésie), Rapporteur de la Cinquième Commission, (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée le rapport de la Cinquième Commission sur ce point à son ordre du jour.

Conformément au mandat reçu de l'Assemblée, selon lequel la Cinquième Commission effectuerait un examen factuel du rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau et soumettrait ses conclusions en assemblée plénière, la Cinquième Commission s'est consacrée à un examen approfondi du rapport du 16 octobre jusqu'à hier soir.

M. Herijanto

Les conclusions de la Commission sont contenues dans le chapitre II du rapport de la Commission, paragraphes 8 à 69. Au paragraphe 70, il est donné une liste indicative des questions restant à résoudre sur lesquelles la Commission souhaite attirer l'attention de l'Assemblée plénière.

La Commission est parvenue à ses conclusions après une étude approfondie de la question qui a nécessité un esprit très constructif et un effort de coopération très important de la part de tous les membres de la Cinquième Commission. Au moment de l'adoption du rapport à la vingt et unième séance de la Cinquième Commission, tenue hier soir, certaines délégations ont fait savoir qu'elles avaient quelques réserves à l'égard de certaines parties du rapport. Ces interventions seront consignées au compte rendu analytique de la vingt et unième séance de la Cinquième Commission qui, je crois comprendre, sera publié sous peu.

Pour finir, qu'il me soit permis de signaler que, comme l'indique le paragraphe 13 du rapport de la Commission :

"Les conclusions présentées par la Cinquième Commission visent à faciliter les travaux de l'Assemblée générale et à l'aider à arrêter ses propres décisions."

(A/41/795, par. 13)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à la Cinquième Commission pour la manière extrêmement constructive et utile dont elle a abordé l'examen du rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau. Je tiens particulièrement à remercier le Président de la Cinquième Commission pour sa contribution personnelle aux travaux réalisés par la Commission. Avec la présentation des conclusions de la Cinquième Commission et le débat sur la question qui a eu lieu en plénière, nous avons maintenant terminé une importante phase de l'examen de cette question.

Il s'agit maintenant de savoir comment procéder de façon pratique pour parvenir à un accord sur les points qui semblent encore faire l'objet des divergences de vues. A cet égard, et conformément à ce que j'ai dit antérieurement en plénière et à l'issue des consultations très poussées que j'ai eues depuis, avec des représentants de divers groupes régionaux, je propose de demander à deux ou trois de nos collègues qui connaissent bien la question et qui ont participé étroitement à son examen, de m'aider à contacter divers groupes, sous-groupes et, si nécessaire, des délégations sur une base individuelle, afin d'identifier les domaines d'accord, ainsi que les questions qui exigent de nouvelles consultations.

Le Président

Au moment opportun, mais le plus rapidement possible, les résultats des efforts du Groupe de contact seront soumis à un groupe consultatif, composé essentiellement de représentants de différentes régions. Le Groupe consultatif, à son tour, cherchera à rapprocher les points de vue sur ces divers aspects de la question et soumettra le résultat de ses efforts au Comité plénier de l'Assemblée pour examen. Je propose que, pour des raisons d'ordre pratique, l'Assemblée reprenne la question pour examen final après que le Comité, comme je viens de l'indiquer, aura eu l'occasion d'examiner tous les aspects de la question.

Si je n'entends pas d'objection sur le mécanisme proposé, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de conclure, j'exprime mes sincères remerciements à toutes les délégations pour la compréhension et la coopération dont elles ont fait preuve jusqu'alors à mon égard dans l'examen de la question. Cette attitude m'encourage à croire que nous pourrons répondre aux attentes de nos peuples en parvenant à un consensus sur cette importante question et nous acquitter de la responsabilité historique qui nous a été confiée à cette quarante et unième session de l'Assemblée générale.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)POLITIQUES D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

- a) RAPPORT DU COMITE SPECIAL CONTRE L'APARTHEID (A/41/22 et Add.1 et Add.1/Corr.1)
- b) RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL (A/41/506 et Add.1 à 3, A/41/638, A/41/690)
- c) RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE (A/41/779)
- d) PROJETS DE RESOLUTION (A/41/L.24 à A/41/L.31)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je rappelle aux membres de l'Assemblée que, conformément à la décision qui a été prise hier par l'Assemblée, la liste des orateurs pour le débat sur cette question sera close aujourd'hui à midi. Je demande donc aux représentants qui souhaitent participer au débat de se faire inscrire le plus rapidement possible.

M. ADENIJI (Nigéria) (interprétation de l'anglais) : La question de l'apartheid est d'une importance fondamentale pour les Nations Unies et mérite la plus grande attention. Nous devons rappeler que dans le préambule de la Charte des Nations Unies, la proclamation renouvelée de la foi dans :

M. Adeniji (Nigéria)

"... les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites."

suit immédiatement la résolution prise de préserver les générations futures du fléau de la guerre.

La politique et la pratique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud sont totalement en violation de cet engagement fondamental et sont en complète contradiction avec les principes consacrés dans la Charte, les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les normes de comportement internationalement acceptées.

M. Adeniji (Nigéria)

La délégation nigériane a lu attentivement le rapport du Comité spécial contre l'apartheid présenté à la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Le rapport est divisé en quatre sections : l'introduction, la récapitulation des travaux du Comité spécial, l'évolution de la situation en Afrique du Sud depuis septembre 1984 et les conclusions et recommandations. La section qui traite de l'évolution de la situation en Afrique du Sud revêt un intérêt particulier et devrait être, pour quiconque l'a lue, une source de profonde inquiétude. Le rapport montre une dégradation rapide de la situation intérieure en Afrique du Sud. Il révèle que le régime d'apartheid n'est plus en mesure de gouverner dans les townships et qu'il y intensifie en conséquence la répression. Le régime raciste gouverne par des méthodes brutales et sauvages et recourt à une escalade de la violence contre le peuple d'Afrique du Sud. La communauté internationale se souviendra que pour gouverner le régime a dû imposer l'état d'urgence le 12 juin dernier. Selon certaines sources sûres, depuis l'imposition de l'état d'urgence, des centaines de personnes sont détenues sans jugement et frappées et torturées pendant leur détention, et nombre d'autres ont été tuées au cours de manifestations publiques contre l'apartheid. Bien d'autres personnes courageuses d'Afrique du Sud ont été tuées lors de l'enterrement d'autres victimes du régime d'apartheid.

Le rapport du Comité spécial indique également qu'au cours du premier état d'urgence, plus de 500 personnes ont été victimes de la violence politique et que près de 7 800 ont été détenues, dont plus de 2 000 enfants de moins de 16 ans. Le rapport indique également que les mesures prises lors du deuxième état d'urgence ont été encore plus rigoureuses, bien que le régime ait essayé d'empêcher que les nouvelles de la violence et de la brutalité ne soient communiquées à l'extérieur. Cependant, en dépit de cette tentative, nous savons que de 12 000 à 16 000 opposants à l'apartheid ont été détenus sans jugement et que des centaines d'autres ont été tués.

Il ne fait aucun doute que la situation en Afrique du Sud s'achemine vers un désastre qui ne pourra être enrayé. Une atmosphère de guerre totale règne déjà, guerre déclarée par un soi-disant gouvernement contre un peuple qu'il prétend gouverner. Inutile de dire que nous assistons à un génocide en puissance car les organes d'Etat qui sont censés protéger la vie et les biens sèment au contraire la mort et la destruction parmi une certaine catégorie de la population.

M. Adeniji (Nigéria)

Cette situation intolérable et dangereuse ne peut être tolérée par la communauté internationale. La communauté internationale ne peut rester passive devant ce qui pourrait déboucher sur un autre holocauste. C'est pourquoi le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria s'élève toujours avec indignation et révolte contre les atrocités perpétrées par le régime minoritaire, que ce soit à l'intérieur de l'Afrique du Sud ou dans la région de l'Afrique australe. Il est bien connu que les dangereux effets de la politique d'apartheid dépassent les frontières de l'Afrique du Sud. Les Etats de première ligne et les Etats de la Conférence de la coordination du développement en Afrique du Sud sont constamment la cible d'actes de déstabilisation que commet l'Afrique du Sud en recourant à la subversion, au chantage, à des armées auxiliaires et, dans certains cas, à l'agression directe. Le régime d'Afrique du Sud est devenu la plus grande menace à la paix et à la sécurité en Afrique australe.

C'est grâce à l'appui de certains pays occidentaux que le régime de Pretoria peut persister dans son arrogance et ses agressions. La collaboration dont bénéficie le régime de la part de ces pays a renforcé sa volonté de résister à toute pression en faveur de changement. Ma délégation aurait pensé que l'apartheid sous toutes ses formes est si odieux que personne, ici ou ailleurs, ne pourrait faire l'apologie du régime de Pretoria. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Non seulement on applique le principe deux poids deux mesures dans les discussions sur les violations des droits de l'homme, lesquelles sont bien minimes comparées aux atrocités quotidiennes perpétrées par le régime d'Afrique du Sud, mais on n'hésite pas non plus à recourir au pouvoir le plus sacré dont disposent les Membres les plus puissants des Nations Unies pour défendre le régime d'apartheid. Au cours des six premiers mois de l'année, deux projets de résolution sur l'agression de l'Afrique du Sud contre ses voisins ont fait l'objet d'un veto. Ces deux dernières années, quatre résolutions sur l'Afrique du Sud ont fait l'objet d'un veto de la part des mêmes membres permanents du Conseil de sécurité, à savoir les Etats-Unis et le Royaume-Uni. L'exercice de ce droit de veto représente, de l'avis de ma délégation, un grand obstacle à l'élimination de l'apartheid, non seulement parce qu'il fait obstacle à l'imposition de sanctions efficaces mais également parce qu'il donne à l'Afrique du Sud un sentiment de sécurité.

Les arguments décisifs en faveur des sanctions ne sont que trop connus. Je n'en rappellerai qu'un seul, celui du Groupe des personnalités éminentes du Commonwealth. Je rappelle qu'il s'agit d'un groupe composé de personnalités

M. Adeniji (Nigéria)

véritablement éminentes, mis en place par les chefs de gouvernement du Commonwealth par déférence pour l'une d'entre elles qui croyait au bon sens de ceux qui se font les apôtres de l'apartheid à Pretoria. Après avoir oeuvré pendant six mois avec beaucoup de patience, de courage et de persévérance, les personnalités éminentes ont percé à jour les duperies et l'irrationnalité de Botha et de ses suppôts. Les personnalités éminentes ont reconnu à l'unanimité qu'en dépit de leur intervention et de leur persévérance, le Gouvernement d'Afrique du Sud s'était écarté, de son propre chef, de tout processus de négociation réaliste.

M. Adeniji (Nigéria)

Elles ont déclaré dans leur rapport :

"Pour toute la population d'Afrique du Sud et celle de la sous-région tout entière, la perspective prochaine est certainement celle de sombrer encore plus profondément dans la violence et de se noyer dans un bain de sang avec tout ce qu'il en coûtera sur le plan humain - la menace d'une conflagration raciale et son cortège de conséquences effrayantes. La violence non organisée d'aujourd'hui pourrait dégénérer, dans un avenir très proche, en un conflit armé majeur s'étendant bien au-delà des frontières sud-africaines. En de telles circonstances, le tissu économique du pays serait entièrement déchiré. Jusqu'à présent, les responsables de la résistance armée en Afrique du Sud ont épargné les vies innocentes. A moins que le cycle de la violence ne soit interrompu, la guérilla totale, telle qu'elle est pratiquée dans d'autres parties du monde où les cibles civiles sans défense sont les cibles premières dans un règne de terreur ou de contre-terreur, pourrait éclater. En l'absence d'un mouvement significatif pour sortir du cycle de la violence, nous pensons que cette hypothèse se réalisera inévitablement dans un avenir proche."

Elles disaient plus loin :

"Nous sommes convaincus que le Gouvernement sud-africain est préoccupé par l'adoption de mesures économiques efficaces à son encontre. S'il en conclut qu'il sera toujours à l'abri de telles mesures, il est très improbable que le processus de changement en Afrique du Sud prendra de l'élan et que l'on glissera davantage encore vers la violence."

Les personnalités éminentes ont également indiqué que :

"La question n'est pas de savoir si de telles mesures conduiront à un changement; leur absence et le fait que Pretoria croit ne pas avoir à les craindre retardent tout changement."

Telle est l'opinion des personnalités éminentes qui passèrent six mois entiers à essayer de persuader le Gouvernement d'Afrique du Sud qu'il était de son intérêt d'engager un processus de négociations authentiques avec la majorité écrasante du peuple de ce pays qui est opprimée.

A cet égard, ma délégation félicite naturellement tous les gouvernements qui, en dépit des sacrifices que cela impose, continuent de prendre des mesures encore plus efficaces contre l'Afrique du Sud. Nous les exhortons à déployer des efforts encore plus importants. Nous félicitons également le peuple américain de s'opposer si fermement à la politique et à la pratique de l'apartheid, opposition qui a été

M. Adeniji (Nigéria)

exprimée sans équivoque par les représentants du Congrès qui ont adopté la "loi globale anti-apartheid de 1986". Plus tard, nous avons pris note, avec beaucoup de satisfaction - et nous leur en savons gré - de l'intensification du processus de désinvestissement entamé par les sociétés multilatérales des Etats-Unis en Afrique du Sud, telles que IBM, Coca-cola, General Motors et d'autres. La vente de toutes leurs actions en Afrique du Sud est une mesure visant à isoler ce pays et à éliminer la politique inhumaine de l'apartheid.

Ces événements permettent d'être optimistes. Il existe un élan de protestation contre l'apartheid qui est constamment alimenté par l'opinion publique internationale concertée et qui trouve son origine dans la révolte interne du peuple opprimé d'Afrique du Sud et dans la détermination dont ils font preuve - jusqu'à consentir le sacrifice suprême -, si besoin est, afin de recouvrer les droits que Dieu leur a donnés.

Parmi les activités que la communauté internationale a entreprises cette année, afin de soutenir les efforts de la population sud-africaine, on compte : le séminaire sur l'embargo des armes contre l'Afrique du Sud, qui a eu lieu à Londres au mois de mai; et le séminaire sur l'embargo pétrolier, qui a eu lieu à Oslo, au mois de juin. A propos de ce séminaire, ma délégation a noté avec satisfaction qu'un projet de résolution sera présenté sur l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud - le premier en 10 ans. Je suis heureux de dire que le Nigéria, de concert avec d'autres Etats producteurs et fournisseurs de pétrole, joue un rôle actif dans la rédaction de ce projet de résolution qui, tous en sont convaincus, fera progresser grandement la lutte contre l'apartheid. Au mois de juin, à Paris, s'est tenue la Conférence mondiale - historique - sur les sanctions contre l'Afrique du Sud raciste. La Conférence a adopté, par consensus, un programme global d'actions contre l'Afrique du Sud. Des mesures spécifiques ont été soulignées dans la déclaration adoptée par la Conférence mondiale. Je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le paragraphe 47 de cette déclaration. Il traite des sanctions globales obligatoires contre l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et se lit comme suit :

"La Conférence mondiale note que les gouvernements et les peuples sont toujours plus nombreux à reconnaître que l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud constitue le moyen pacifique le plus approprié et le plus efficace dont dispose la communauté internationale pour éliminer l'apartheid, libérer la Namibie et préserver la paix en Afrique australe."

(A/CONF.137/5, par. 47)

M. Adeniji (Nigéria)

Le Nigéria s'est joint à l'adoption de cette déclaration, par consensus, de la Déclaration de Paris. Le Gouvernement du Nigéria, par conséquent, demeure attaché à la mise en application d'un programme d'action. Nous demandons au Conseil de sécurité, qui a un rôle principal à jouer dans ce domaine, d'assumer sa responsabilité et, donc, de se réunir afin d'imposer des sanctions efficaces contre l'Afrique du Sud.

Il est nécessaire de fournir une aide matérielle au peuple noir opprimé d'Afrique du Sud et au mouvement de libération nationale; de soutenir, de façon active et significative, les Etats de première ligne et les Etats de la Conférence de coordination du développement sud-africain. Ma délégation note avec satisfaction qu'une déclaration d'intention qui porte création du Fonds de solidarité pour l'Afrique australe a été adoptée au cours de la Conférence au sommet des pays non alignés, tenue à Harare, au Zimbabwe. Nous appelons la communauté internationale à appuyer cet effort d'instauration du Fonds pour renforcer la capacité des Etats de première ligne à résister aux mesures de déstabilisation d'Afrique du Sud.

Le Nigéria continuera de jouer son modeste rôle dans les efforts internationaux déployés en vue d'éliminer l'apartheid. Je rappellerai qu'après l'agression non provoquée de l'Afrique du Sud contre les peuples du Botswana, de la Zambie et du Zimbabwe, le Gouvernement du Nigéria a apporté une contribution financière de 10 millions de dollars américains à ces populations. A l'occasion de la Conférence mondiale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, tenue à Paris, le Ministre des affaires étrangères du Nigéria a annoncé que le Gouvernement fédéral s'engageait à apporter une contribution financière de 50 000 millions de dollars, sur une période de cinq ans, aux Etats de première ligne.

Le fait est que les Etats indépendants de l'Afrique australe n'ont pas encore profité de leur indépendance durement gagnée. Ces Etats n'ont pas pu non plus entreprendre les tâches de développement économique et social de leur peuple à cause des actes d'agression et de déstabilisation constants, non justifiés et non provoqués, commis par le régime sud-africain de l'apartheid. Par conséquent, il est de l'obligation de la communauté internationale d'apporter son appui à ses Etats.

En conclusion, je pense que la communauté internationale devrait s'attacher à l'examen des trois points suivants :

M. Adeniji (Nigeria)

Premièrement, aujourd'hui, une crise aux proportions immenses sévit en Afrique du Sud. Sa cause en est le refus du Gouvernement minoritaire raciste sud-africain de reconnaître les droits inaliénables du peuple d'Afrique du Sud.

Deuxièmement, le combat livré par le peuple d'Afrique du Sud contre le régime raciste est légitime. Il constitue non seulement un acte d'autodéfense contre l'oppression et la terreur du régime raciste, mais aussi un acte synonyme de combat pour la liberté et l'autodétermination.

Troisièmement, née des idéaux et des commandements de la Charte, obligation est faite à la communauté internationale d'apporter son soutien au combat pour la libération des Etats de première ligne et à leur renforcement, afin de leur permettre de résister à l'agression, la déstabilisation et la subversion prônées par l'Afrique du Sud.

M. MACIEL (Brésil) (interprétation de l'anglais) : On s'est déjà interrogé sur l'utilité de débats répétitifs ou influencés dans une large mesure par des éléments de rhétorique. Certains sont allés jusqu'à dire que parler sans cesse des mêmes questions sans arriver au moindre résultat pratique ne fait qu'entamer la crédibilité de l'Assemblée générale et rendre ses efforts un peu plus vains. Ce n'est pas nécessairement le cas pour notre débat sur la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.

En effet, les pressions exercées par l'intermédiaire des Nations Unies, en dépit des restrictions imposées par des gouvernements proches de Pretoria, ont déjà entraîné des changements importants en Afrique du Sud. Non seulement le Gouvernement raciste a été contraint de procéder à des réformes - si insuffisantes soient-elles -, mais, le plus important, la lutte légitime de la majorité noire opprimée du pays a gagné en importance et en force. L'opinion publique mondiale a lancé une campagne en vue d'isoler l'Afrique du Sud dans tous les domaines, et a remporté un succès notable en obtenant des intérêts transnationaux des mesures graduelles de désinvestissement et en réussissant à faire imposer des sanctions de plus en plus strictes contre l'Afrique du Sud. Même les gouvernements qui avaient jusqu'à présent refusé d'adopter des mesures coercitives contre Pretoria au Conseil de sécurité doivent maintenant compter avec une opposition interne aux positions officielles ambivalentes à l'égard de l'imposition de sanctions qu'exigent leurs propres électeurs.

Force est donc de reconnaître que, même s'ils sont en fin de compte déjoués par le veto, nos efforts aux Nations Unies servent de véritable stimulant à la lutte des Sud-Africains pour la justice, la liberté et la démocratie. Une question importante se pose encore cependant : comment allons-nous concrétiser la reconnaissance unanime que depuis trop longtemps Pretoria défie avec succès la communauté internationale? Telle est la question qui est au coeur de notre débat, celle qui a été évitée jusqu'à présent, même si c'est là que réside la clef du problème : porter un coup définitif à l'apartheid.

Il y a cinq ans, en 1981, la Conférence internationale de Paris sur les sanctions contre l'Afrique du Sud a jugé indispensable que :

"... le Conseil de sécurité reconnaisse que la situation qui règne en Afrique australe du fait de la politique et des actes du régime raciste d'Afrique du Sud est caractérisée par des ruptures constantes de la paix et que, par conséquent, des mesures en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies doivent être prises." (A/CONF.107/8, par. 223)

M. Maciel (Brésil)

L'imposition de sanctions a été considérée comme étant :

"le moyen le plus adéquat et le plus efficace pour que l'Afrique du Sud se conforme aux décisions des Nations Unies." (Ibid., par. 226)

Depuis, le rôle du Conseil de sécurité a été sans cesse réaffirmé par des appels renouvelés, dont la Déclaration finale de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, tenue au mois de juin dernier à Paris. A cette occasion, le Président José Sarnay, du Brésil, a envoyé un message dans lequel il a affirmé sans équivoque :

"Les efforts du peuple sud-africain lui-même constituent la résistance essentielle au racisme et à l'injustice. Le désir de vivre dans une véritable paix politique, et dans un climat d'égalité raciale, est une force puissante. Les objectifs démocratiques qui inspirent aujourd'hui la majorité de la population sud-africaine seront certainement atteints. Mais l'élimination de l'apartheid se fera à un rythme différent, dans la mesure où la communauté internationale décidera de renforcer les mécanismes et l'ampleur des sanctions qui doivent être appliquées au régime de Pretoria."

(A/CONF.137/5, Annexe IV, p. 51)

Le rejet de la violence et du système racial de domination qui prévalent actuellement en Afrique du Sud exigent que nous surmontions les dernières divergences de vues et que nous prenions des mesures décisives. Faisons le bilan des événements positifs des dernières années, comme les multiples mesures individuelles prises contre l'Afrique du Sud et l'appui apporté à la lutte patriotique. Reconnaissons que le moment est venu de faire davantage pression sur l'Afrique du Sud et de prendre les mesures concrètes qui s'imposent à cette fin. Si nous ne le faisons pas, cela pourrait bien être considéré comme une faiblesse de la part de l'Organisation. En tout cas, cela ne fera que renforcer la crainte que les intérêts acquis en Afrique du Sud sont le principal obstacle aux mesures qui pourraient accélérer le processus de changement.

A cet égard, le Brésil partage l'idée que le dialogue interne en Afrique du Sud doit être pleinement représentatif de toutes les forces politiques du pays et conduire à l'instauration d'un Etat sud-africain libéré du racisme et fondé sur les principes d'une démocratie et d'un pluralisme authentiques. Le Brésil accepte sans hésitation l'idée que ces objectifs devraient maintenant être appuyés par des décisions collectives adoptées sur une base prioritaire par le Conseil de

M. Maciel (Brésil)

sécurité. A l'instar de la majorité des Etats Membres, nous voulons maintenant faire en sorte que les Etats qui ont un rôle particulier et primordial à jouer en vertu de la Charte des Nations Unies montrent la même volonté politique d'adopter les mesures urgentes et effectives qui s'imposent quand la paix et la sécurité sont menacées.

M. SARRE (Sénégal) : Les pratiques inhumaines et dégradantes du régime d'apartheid, système odieux et honteux de ségrégation raciale qui constitue la forme institutionnalisée la plus inhumaine de discrimination raciale, nous valent, cette année encore, d'examiner le point 33 de l'ordre du jour relatif à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain.

Au fil des mois, pendant des années, surtout pendant l'année écoulée, le régime minoritaire d'Afrique du Sud a décrété à nouveau, le 12 juin 1986, l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire de l'Afrique du Sud et a renforcé son arsenal de répression pour la majorité noire sud-africaine.

M. Sarré (Sénégal)

En effet, continuant de défier les Nations Unies et, notamment, le Conseil de sécurité, son organe principal chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, Pretoria a mis en place une panoplie de lois, de mesures et d'amendements arbitraires à la faveur desquels il intensifie et perfectionne sa répression brutale et aveugle contre les aspirations légitimes du peuple sud-africain.

Le Gouvernement sud-africain, qui a suffisamment montré, si besoin en était encore, le peu de cas qu'il fait de toute offre de solution négociée en faisant fi de la démarche du Groupe des Sept, personnalités éminentes du Commonwealth, ainsi que de l'initiative de la Communauté économique européenne, a ainsi accru la répression arbitraire massive, ponctuée d'arrestations et d'assassinats délibérés contre les forces anti-apartheid, ainsi que du musèlement de la presse tant nationale qu'étrangère.

La communauté internationale a réagi en condamnant cette escalade dans l'arbitraire et dans l'aggravation de la situation déjà préoccupante et explosive en Afrique australe du seul fait des agissements de Pretoria, qui a, à son sombre et peu envié actif, les massacres de Soweto, Sharpeville et tant d'autres encore.

Le Conseil de sécurité lui-même, traduisant cette réprobation générale, condamnait, le 13 juin 1986, dans une déclaration, la restauration de l'état d'urgence et tenait le Gouvernement sud-africain responsable de l'escalade de la violence dans ce pays de sang et de sueur.

Cependant, il ne fait guère de doute que le régime raciste de Pretoria, qui refuse d'entendre raison, mène une guerre désespérée parce que perdue d'avance, car l'issue victorieuse de la lutte et de la résistance glorieuse des forces politiques, syndicales, religieuses, estudiantines et autres à l'intérieur même de l'Afrique du Sud est certaine et imminente, comme l'a amplement vérifié l'histoire en de pareilles occasions.

A l'extérieur, la politique de fuite en avant du régime d'apartheid se traduit en Namibie occupée par l'installation d'un prétendu "gouvernement intérimaire" et le blocage de l'indépendance de la Namibie, au mépris des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Toujours à l'extérieur, et vis-à-vis des pays africains limitrophes, Pretoria a érigé la déstabilisation, l'agression et l'invasion en principe de bon voisinage, foulant aux pieds le principe sacro-saint de la Charte des Nations Unies et le droit international objectif, celui de la souveraineté et de l'intégrité

M. Sarré (Sénégal)

territoriale des Etats. Les agressions les plus récentes qui sont celles contre l'Angola, le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe démontrent à l'évidence la résolution de Pretoria de continuer à défier le monde entier et la conscience universelle, en tentant d'imposer la "pax sud-africana" à cette région australe du continent africain, en essayant, comble de l'ironie pour ce pays de l'apartheid, de dicter aux peuples fiers et indépendants de la région le genre de régimes qui convient.

Le contexte interne et externe ainsi décrit, et qui forme un tableau à l'intérieur duquel gravite la politique d'entêtement et de défi à la raison du régime sud-africain, crée sans conteste une situation toujours plus explosive en Afrique australe et s'analyse, au-delà, comme une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Face à ce défi des temps modernes, l'Organisation des Nations Unies, qui a célébré, l'année dernière, dans la communion et le renouvellement des engagements de ses membres, le quarantième anniversaire de sa charte constitutive, se doit de se ressaisir et de montrer sa capacité de mobilisation pour les causes justes, conformes à ses buts, principes et objectifs.

En effet, la politique raciste d'Afrique du Sud constitue un grave défi aux droits de l'homme, au droit à la paix dans le monde, objectifs fondamentaux de l'Acte de base de San Francisco.

Si le droit et la justice ont encore un sens, notre organisation universelle est tenue d'agir pour soulager la population noire sud-africaine qui ne demande que le respect du droit élémentaire de la personne humaine à la dignité, à la liberté et à la vie.

Par définition et par essence mêmes, l'apartheid ne saurait être réformé.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies le rappelait encore dans sa résolution du 13 février 1986 sur la situation d'ensemble en Afrique australe, en exigeant dans le paragraphe 7 du dispositif

"l'éradication immédiate de l'apartheid, préalable indispensable à l'instauration d'une société démocratique non raciale fondée sur l'autodétermination et le principe du gouvernement par la majorité, grâce au plein et libre exercice du droit de vote par tous les adultes, dans une Afrique du Sud unie et non fragmentée..." (Résolution 581 (1986) du Conseil de sécurité)

M. Sarré (Sénégal)

De même, exigeait-il dans le paragraphe 8 du dispositif

"que le régime raciste d'Afrique du Sud mette un terme à la violence et à la répression exercées contre la population noire et les autres adversaires de l'apartheid..." (Ibid.)

De fait, l'apartheid constitue la source de tous les maux de l'Afrique australe, et il est du devoir de tous les Membres des Nations Unies et de tous les hommes et femmes épris de paix et de justice de faire en sorte que ce système inhumain et odieux d'apartheid puisse être démantelé totalement et immédiatement.

A cet égard, la seule réponse pacifique à la situation en Afrique australe et aux déchirements et bouleversements sanglants qui secouent la population noire sud-africaine est l'imposition de sanctions économiques collectives, globales, obligatoires et contraignantes contre l'Afrique du Sud, seules capables de ramener les dirigeants de Pretoria à la raison, et ce, avant qu'il ne soit trop tard.

Au demeurant, il me plaît de relever que le débat sur les sanctions a fait un bond qualitatif depuis la tenue, à Paris, du 16 au 20 juin 1986, de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, qui a adopté un programme global d'actions, dont les sanctions obligatoires, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, constituent l'élément central.

En effet, comme le rappelait devant cette conférence S. E. M. Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal, alors Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, il s'agit de

"définir les modalités pratiques pour organiser, structurer, intensifier et globaliser ces sanctions pour qu'elles soient efficaces et portent l'estocade finale au système de l'apartheid".

C'est pourquoi nous devons nous féliciter des mesures de sanctions économiques prises par la Communauté économique européenne, certains membres du Commonwealth, les pays nordiques et d'autres pays encore, ainsi que, récemment, par le Congrès des Etats-Unis d'Amérique.

Ces sanctions économiques doivent cependant être plus importantes, complètes et obligatoires pour être efficaces.

Il s'agit donc de maintenir et d'accélérer ce courant général irréversible en faveur des sanctions contre Pretoria, qui s'inscrit, en l'occurrence, dans la seule voie de la raison, de la sagesse et de l'histoire.

M. Sarré (Sénégal)

Le réalisme et la croisade pour la paix et la justice en Afrique australe qui s'identifient aux droits de l'homme, à la paix et au droit à la morale, toutes valeurs dont nous nous réclamons, exigent que nous continuions à unir nos efforts et, surtout, que nous les intensifiions pour mettre enfin un terme à cette honte des temps modernes que constitue la politique abominable de l'apartheid.

A cet égard, les puissances occidentales et, en particulier, celles qui sont membres permanents du Conseil de sécurité ont un rôle important à jouer.

En effet, nul n'est mieux indiqué que le Conseil de sécurité, à qui la Charte des Nations Unies a confié une responsabilité principale et historique dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et qui trouve en cette charte fondamentale tous les moyens nécessaires à l'action, pour répondre à ce grave défi à la conscience de l'humanité.

La seule voie pour la préservation d'un avenir viable en Afrique australe réside dans l'institution d'un régime d'égalité, de démocratie et de fraternité pour tous. Il appartient au Conseil de sécurité de faire triompher cette voie en accélérant les efforts concertés et cohérents de la communauté internationale en vue d'éradiquer ce fléau qu'est l'apartheid.

Il faut également continuer à mobiliser l'opinion publique internationale favorable à l'isolement complet, au boycottage et au désinvestissement en Afrique du Sud.

Dans ce cadre, il me plaît de signaler que le Sénégal a ratifié, le 15 octobre 1986, la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports.

M. Sarre (Sénégal)

La communauté internationale doit aussi mettre en oeuvre, de façon concrète, son devoir de solidarité envers les combattants de la liberté de la SWAPO, de l'ANC, du PAC et des pays de première ligne de l'Afrique australe, victimes de la politique d'agression, de déstabilisation et de représailles aux sanctions économiques de la part du régime sud-africain.

La communauté internationale doit enfin prendre ses responsabilités et exiger de l'Afrique du Sud qu'elle libère, sans condition, Nelson Mandela et tous les autres prisonniers politiques, parmi lesquels des femmes et des enfants, qu'elle lève immédiatement l'état d'urgence et abroge la législation de discrimination raciale et de répression contre les formations politiques et sociales anti-apartheid et engage des négociations franches et loyales avec les représentants légitimes des mouvements de libération et des forces patriotiques sud-africaines pour le transfert du pouvoir à la majorité.

C'est en vérité là la seule voie qui permette de mettre fin pacifiquement à l'anachronisme qui veut que le peuple sud-africain qui, encore une fois, ne revendique que son droit élémentaire à la dignité, à la vie et à la liberté, continue de vivre sous le régime impitoyable de l'apartheid.

Nous avons tous ensemble le noble devoir de faire en sorte que la bataille pour le développement que mène le continent africain, et à laquelle la communauté internationale, dans un élan de générosité sans précédent et dans l'esprit d'un nouveau "partenariat", a entendu contribuer à travers le soutien au plan des Nations Unies pour le redressement économique et financier de l'Afrique, 1986-1990, adopté par la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la situation économique critique en l'Afrique, ne soit pas compromise par l'existence et la persistance de l'apartheid et de ses manifestations odieuses et inhumaines.

M. THAPA (Népal) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation, comme de coutume, attache beaucoup d'importance au point de l'ordre du jour intitulé "Politique d'apartheid de l'Afrique du Sud" et saisit cette occasion pour dire que le Népal condamne énergiquement une pratique aussi odieuse. L'importance du débat sur cette question à l'Assemblée générale cette année, à notre avis, s'est trouvée rehaussée par deux faits importants.

Le premier concerne la répression croissante exercée par le régime raciste de Pretoria contre la majorité noire de sa population et l'autre a trait au décès tragique et récent du Président Samora Machel, du Mozambique, grand combattant de la liberté et ennemi juré de l'apartheid. Nous sommes indignés par le premier et profondément attristés par le second.

M. Thapa (Népal)

Le Népal, qui croit non seulement dans l'égalité des nations mais dans l'égalité raciale, éprouve une profonde répulsion pour la politique institutionnalisée de discrimination raciale - rappel d'un sombre passé - pratiquée par l'Afrique du Sud. Nous partageons le point de vue de la communauté internationale, à savoir que l'apartheid est un crime contre l'humanité et entraîne pour la majorité noire sud-africaine qu'il exploite des souffrances indicibles. Nous croyons par conséquent que ce système doit être complètement extirpé de la face de la terre sans plus de délai.

La situation à l'intérieur et autour de l'Afrique du Sud a évolué rapidement et spectaculairement depuis que la question a été discutée ici l'an dernier. Comme cela est exposé en détail dans le rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/41/22), la situation s'est caractérisée par une campagne de terreur et d'oppression brutale sans précédent lancée par le régime raciste de Pretoria contre la population noire. Le régime a décrété à deux reprises l'état d'urgence et investi ses forces de sécurité de pouvoirs considérables pour réprimer la lutte pour la liberté. Il a encore renforcé militairement son appareil de répression. Des milliers d'opposants à l'apartheid ont été arrêtés et de nombreuses personnes, y compris des enfants, ont été fusillés dans les rues, torturés, passés en jugement, exilés ou soumis à d'autres formes de harcèlement. Les dirigeants noirs sud-africains, y compris Nelson Mandela, continuent d'être emprisonnés malgré les appels répétés de la communauté internationale exigeant leur libération inconditionnelle.

Au mépris flagrant de l'opinion publique mondiale, le régime raciste sud-africain continue d'accélérer le rythme de sa répression. Ma délégation trouve encourageant qu'en dépit de tout, la résistance à l'apartheid grandit, devient plus résolue et s'étend à tout le pays. Nous pensons qu'il s'agit là d'un signe important de la chute imminente et inéluctable des racistes sud-africains. Ma délégation se félicite également de noter que le mouvement anti-apartheid continue de s'étendre aux principaux pays occidentaux qui maintiennent des relations politiques et économiques avec Pretoria, y compris les universités. Le bilan de la réaction internationale à l'apartheid serait incomplet si l'on omettait de mentionner l'apparition d'un certain degré encourageant de consensus international sur la nécessité d'imposer des sanctions économiques et autres contre l'Afrique du Sud en vue de démanteler l'apartheid, de mettre fin à son occupation illégale de la Namibie et de préparer la voie à l'instauration d'un gouvernement représentatif multiracial.

M. Thapa (Népal)

A cet égard, ma délégation aimerait rappeler notamment que les membres des pays du mouvement non aligné, l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le Commonwealth, les Etats socialistes, les Etats nordiques et d'autres ont pris des mesures radicales pour isoler complètement et boycotter le régime d'apartheid. Nous nous félicitons également de la mesure prise récemment par le Congrès des Etats-Unis dans ce sens et espérons qu'elle est le présage de l'application de sanctions globales et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud, tel que le prévoit le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Il y a quelques mois, le Népal, à l'instar de beaucoup d'autres, a signé la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports. L'expulsion du régime raciste du Comité international de la Croix-Rouge, à la suite d'une décision prise le mois dernier à Genève par la vingt-cinquième Conférence internationale de la Croix-Rouge, sert à souligner une fois encore que pour la communauté internationale, l'apartheid est une pratique intolérable.

Le message lancé à Pretoria est vigoureux et clair. Pretoria écouterait-il l'avertissement du ciel et fera-t-il enfin amende honorable, ou, persistant dans son défi, va-t-il se buter et devenir plus répressif envers ses citoyens et plus agressif envers ses voisins? Malheureusement, il est probable que Pretoria optera pour la seconde solution. Notre sentiment nous est dicté, entre autres considérations, par la manière inflexible avec laquelle le régime a répondu à l'initiative de règlement politique pacifique proposée récemment par le Commonwealth ainsi que par ses actes incessants d'agression, de subversion, de déstabilisation et de terrorisme contre le Botswana, le Zimbabwe, la Zambie et l'Angola. De penser que la possession d'armes nucléaires pourrait bien être à l'origine de l'attitude arrogante de Pretoria nous remplit d'inquiétude, et c'est là une possibilité qui exige d'être sérieusement examinée, y compris par ceux qui ont été à l'origine du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

M. Thapa (Népal)

C'est pourquoi ma délégation tient à réitérer qu'elle fait sienne la Déclaration finale adoptée lors du Sommet des pays non alignés d'Harare et se félicite de la création par le Mouvement des pays non alignés d'un Fonds destiné à aider les Etats de première ligne d'Afrique australe à appliquer des sanctions globales contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Pien membre du Comité spécial contre l'apartheid, le Népal invite la communauté internationale à avaliser les recommandations spécifiques et générales dont la mise en oeuvre permettrait, à notre sens, de mettre fin à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud et à ouvrir la voie avant qu'il ne soit trop tard, à une ère nouvelle et juste non seulement en Afrique du Sud, mais également en Namibie et dans toute l'Afrique australe.

M. BAGBENI ADEITO NZENGEYA (Zaïre) : L'année qui va bientôt s'achever a été solennellement proclamée, le 24 octobre 1985, au cours de la célébration du quarantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies : "Année internationale de la paix".

L'Assemblée générale, consciente qu'en cette ère nucléaire, l'instauration sur terre d'une paix durable est la condition primordiale de la sauvegarde de la civilisation et de la survie de l'humanité, s'est fixée comme objectif la célébration de l'Année internationale de la paix, en 1986, et d'assurer la plus grande diffusion possible des informations relatives à ladite année et à ses buts à tous les Etats Membres de notre organisation.

Si certains Etats Membres de notre organisation ont joui, au cours de cette année, d'une paix relative dans leurs pays respectifs, il n'en a pas été le cas pour le continent africain, et en particulier pour sa partie australe.

La population noire d'Afrique du Sud, représentant plus de 73 p. 100 de la majorité en Afrique du Sud, n'a guère connu la paix. Cette population a été harcelée tout au long de l'année, battue, torturée, séquestrée et abattue, jour après jour, par une minorité qui ignore toute valeur que recèle un être humain, une minorité qui bafoue les libertés les plus fondamentales de l'homme et qui se comporte exactement comme les esclavagistes des XVIIe et XVIIIe siècles.

Est-il besoin de rappeler à cette minorité blanche que dès la fin du XVIIIe siècle, les excès de l'esclavagisme ont provoqué une réaction abolitionniste qui fut appuyée, en 1807, par l'interdiction de la traite en Angleterre, en 1815, en France et aux Etats-Unis d'Amérique, en 1865, après la guerre de sécession.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

Le cardinal français, Charles Lavigerie, n'a-t-il pas voué toute sa vie à la disparition de l'esclavage en Afrique?

Il est indéniable que l'attitude d'arrogance, de défi et d'obstination dont fait montre le régime raciste et minoritaire d'Afrique du Sud n'a d'égale que la perpétuation de la soumission des Noirs sud-africains, majoritaires de surcroît et originaires de leurs terres natales, aux volontés et aux caprices de cette minorité raciste blanche.

Son mépris à l'égard de la race noire relève d'une ingratitude éhontée lorsqu'on sait que les richesses que cette minorité a accumulées proviennent des durs labeurs et de la sueur des travailleurs et mineurs noirs qui ont contribué, de manière incontestable, à la construction de l'Afrique du Sud actuelle. A l'aube du XXI^e siècle, il est donc révoltant de constater que la race noire continue à être l'objet de mépris et de non-reconnaissance de sa dignité humaine.

En intervenant sur ce point de l'ordre du jour, ma délégation s'abstiendra de faire référence aux nombreuses résolutions adoptées tant par l'Assemblée générale des Nations Unies que par le Conseil de sécurité et par tant d'autres conférences sur l'Afrique du Sud à l'endroit du régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud et même à la deuxième déclaration adoptée par la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, tenue à Paris en juin dernier, car toutes ces résolutions et déclarations n'auront aucun effet sur ce régime tant que des mesures d'ordre pratique n'auront pas été adoptées par le Conseil de sécurité, dans le cadre du Chapitre VII de la Charte.

Ma délégation apprécie, à sa juste valeur, les efforts entrepris par certains Etats Membres de notre organisation pour combattre l'apartheid et hâter son élimination totale afin de permettre l'émergence d'une société démocratique ignorant les distinctions de race et garantissant le suffrage universel à tous les Sud-Africains.

Les sanctions qui ont été préconisées par certains Etats Membres de notre organisation, et voire même, proposées par leur pouvoir législatif à l'endroit de ce régime abominable, sans omettre, bien entendu, les pressions qu'a exercées l'opinion publique de certains Etats sur leur gouvernement, devraient être étendues et amplifiées pour permettre à la lutte héroïque que poursuit la majorité noire d'Afrique du Sud d'aboutir à la suppression complète de la politique d'apartheid en Afrique du Sud.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

Il a été maintes fois répété que la politique d'apartheid constitue, à la fois, une violation des droits fondamentaux de l'homme, énoncés dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qu'elle représente une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

Toutes ces notions de valeur n'ont jamais été considérées par le régime abject d'apartheid qui continue de détenir de façon arbitraire et inhumaine, non seulement le leader incontesté d'Afrique du Sud, Nelson Mandela, mais également des milliers de Noirs, dont le seul reproche que leur adresse ce régime abject est d'être nés noirs. Le régime minoritaire d'Afrique du Sud ignore que tous les êtres humains naissent égaux en dignité et en droit; ce régime ignore aussi que toute doctrine de supériorité raciale est scientifiquement fausse, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse.

Tous les peuples et toutes les races humaines ont contribué au progrès de la civilisation universelle et des cultures qui constituent le patrimoine commun de l'humanité, et cela vaut davantage pour l'Afrique du Sud où la minorité raciste exploite à outrance la majorité que représente la race noire.

Est-il besoin de rappeler que depuis 1487, date à laquelle le navigateur portugais, Bartolomeu Dias, a contourné pour la première fois les côtes sud-africaines et découvrit le "Cap des Tempêtes", surnommé par la suite le "Cap de Bonne-Espérance", la population noire de cette côte, dont l'évaluation chiffrée dépasse de très loin le nombre de la population noire actuelle - c'est dire qu'une bonne partie de celle-ci a été décimée et exterminée et continue de l'être - était composée de Bochimans, de Hottentos, de Zoulous et de Bantous qui demeurent jusqu'à nos jours, les véritables propriétaires du territoire sud-africain.

L'histoire de toutes les luttes de libération indique clairement que quels que soient les moyens d'oppression qui sont utilisés pour mater l'insurrection, cette lutte a toujours triomphé car sa cause est juste.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

Le massacre de Sharpeville de 1960, l'assassinat de Verwoerd en 1966, les émeutes de Soweto du 16 juin 1976, la démission de Vorster en 1979 et les réactions virulentes qui caractérisent la détermination du peuple sud-africain noir ces deux dernières années constituent le prélude d'une longue lutte de libération que mène ce peuple en Afrique du Sud. Car, comprenant mieux que quiconque qu'il ne peut désormais compter que sur sa propre force et le contrôle de la phase actuelle de sa révolution, le peuple noir d'Afrique du Sud défie les forces d'oppression du régime raciste et est certain de sa victoire finale sur les forces du mal.

Jamais dans l'histoire de la lutte de libération de l'Afrique du Sud, autant de courage et de persévérance n'auront marqué aussi nettement et clairement la détermination du peuple noir à recouvrer sa dignité et ses libertés fondamentales. Ce combat pour la liberté est à ce prix.

Le Zaïre appuiera le combat que mènent l'ANC, le PAC et tous les combattants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afrique du Sud, pour recouvrer leur liberté et leurs droits fondamentaux.

La délégation du Zaïre est convaincue que seule la solidarité de tous les peuples épris de paix et de justice à l'endroit du peuple noir sud-africain n'est plus suffisante à l'heure actuelle, compte tenu de l'intransigeance et des actes de barbarie dont font preuve les autorités sud-africaines à l'égard du peuple noir. Même les sanctions globales, contraignantes et obligatoires, qui demeurent encore aujourd'hui l'un des moyens les plus pacifiques dont dispose la communauté internationale pour contraindre les autorités sud-africaines à adopter des mesures appropriées, qui conduiraient à l'élimination totale du système d'apartheid, ne peuvent plus être considérées comme les moyens les plus efficaces pour combattre ce régime.

Ces sanctions doivent être complétées par d'autres mesures plus sévères, susceptibles de provoquer un changement radical en Afrique du Sud. Car le régime en place à Pretoria a prouvé son incapacité à régler pacifiquement les problèmes internes qui se posent sur son territoire et ne peut, de ce fait, être considéré comme un régime avec lequel l'on peut négocier ou dialoguer. Ce régime n'a plus sa place dans ce monde contemporain, où la complémentarité, l'interdépendance et la coopération internationale caractérisent les relations entre les Etats.

M. Bagbeni Adeito Nzengeya (Zaïre)

Ma délégation appuiera certes les projets de résolution qui ont été présentés à cet effet, mais elle estime que la communauté internationale devra dépasser le stade des résolutions pour adopter une attitude plus courageuse et plus audacieuse vis-à-vis de ce régime qui dénie à l'homme noir sa dignité, sa liberté et sa place dans la société.

Ma délégation aura à nouveau l'occasion de revenir sur ce sujet lors de l'examen de la question namibienne et exprimera son opinion sur les crimes que commet le régime raciste d'Afrique du Sud, en Namibie et à l'intérieur des frontières des pays africains de la ligne de front, avec lesquels le Zaïre collabore étroitement.

M. BADAWI (Egypte) (interprétation de l'arabe) : L'apartheid est un système inhumain, fondé sur l'oppression et l'exploitation raciste. C'est un système que les Nations Unies et la communauté internationale tout entière ont condamné comme étant un crime contre l'humanité. Ce crime doit être combattu et ceux qui le perpètrent doivent être punis.

L'Egypte a une position de principe invariable contre toutes les formes de discrimination raciale qui sont contraires aux principes de la justice et de l'égalité établis par la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

La minorité raciste de Pretoria continue de persister dans sa politique d'apartheid. Elle insiste pour poursuivre cette politique violente et barbare contre la majorité de la population, malgré le fait qu'elle constitue une violation honteuse des droits de l'homme et qu'elle représente un défi flagrant à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée et du Conseil de sécurité. Cette politique est sans aucun doute le principal facteur responsable de l'explosion de la lutte sanglante en Afrique du Sud et de l'escalade de la violence, une violence qui semble exacerber encore aujourd'hui les tensions et prendre de nouvelles dimensions destructrices dans la région. La minorité raciste de Pretoria ne s'est pas contentée de refuser à la majorité des citoyens leurs droits de l'homme fondamentaux, ni de les soumettre à des lois racistes, mais elle leur a refusé leurs droits politiques et nié leur droit d'avoir une représentation politique juste. Elle a été jusqu'à perpétrer les formes les plus graves de terreur, d'intimidation et d'oppression contre la population opprimée. Les prisons sont bondées de détenus, contre lesquels le régime a perpétré les crimes les plus atroces de tortures et de déshumanisation.

M. Badawi (Egypte)

La violence en Afrique du Sud a atteint des proportions et des niveaux sans précédent. Les lois d'urgence actuelles frappent aveuglément les éléments de la résistance nationale, dans une tentative désespérée d'étrangler et d'étouffer la résistance accrue que les masses opposent aux politiques racistes et aux actes du régime d'oppression de Pretoria qui essaie de les leurrer.

Cependant, les terribles souffrances humaines du peuple opprimé d'Afrique du Sud n'ont fait qu'accroître sa détermination. Ce peuple, dont la conscience politique s'est accrue, reste uni derrière les organisations qui le dirigent.

L'Egypte salue la lutte du peuple frère de l'Afrique du Sud. Nous réaffirmons notre détermination de continuer à fournir toute l'aide que nous pouvons en biens matériels et en assistance politique jusqu'à ce que ce peuple ait obtenu la victoire. En même temps, nous condamnons vigoureusement ce régime raciste pour ses politiques et ses pratiques d'oppression barbare contre la majorité, qui demande que l'on respecte ses droits à la justice et à l'égalité. La politique détestable de l'apartheid n'est pas simplement la cause directe de la lutte et de la violence en Afrique du Sud, elle est en fait un danger réel qui menace la paix et la stabilité dans toute l'Afrique australe.

Le régime d'Afrique du Sud continue de prendre des mesures de provocation et d'agression contre des Etats indépendants africains, dont le seul crime est d'ouvrir leurs frontières afin d'abriter et d'accueillir les réfugiés qui fuient la terreur et l'oppression de ce régime. Les camps de réfugiés n'ont pas été exclus des attaques. Ces Etats ont été soumis à des actes d'agression, de destruction et de sabotage, à un moment où ils avaient fortement besoin de mobiliser tous leurs moyens, toutes leurs ressources matérielles et humaines, en vue d'affronter le défi du développement économique et social. Ces pratiques d'agression ne sont qu'un signe de l'état de terreur que fait régner avec arrogance l'Afrique du Sud dans la région. Ce régime n'accorde aucune attention à la volonté internationale. Il rejette les principes du droit et de la justice, faisant ainsi peser une grave menace à la paix et à la sécurité, une menace qui va au-delà des frontières de la région et qui s'étend à l'Afrique dans son ensemble et au monde.

M. Badawi (Egypte)

La situation en Afrique du Sud, et nous le regrettons vivement, ne semble pas s'améliorer et, en fait, il ne semble pas y avoir de possibilité d'amélioration. Au contraire, tout laisse penser que la situation s'est détériorée à un point tel qu'il faut de nouvelles mesures décisives et efficaces. Les Nations Unies ont adopté de nombreuses résolutions et recommandations dans lesquelles elles condamnent l'Afrique du Sud pour sa politique d'apartheid et demandent qu'il soit mis fin à cette politique. Elles ont réitéré leur vive inquiétude vis-à-vis de la situation explosive en Afrique du Sud, situation due à la politique d'apartheid. Elles ont condamné le recours à la violence et à l'oppression contre les citoyens qui s'opposent à la discrimination raciale et ont demandé à la minorité au pouvoir de cesser immédiatement de traiter de façon odieuse la majorité qui rejette sa politique raciste, de respecter et de garantir ses droits fondamentaux, ses droits à créer une société démocratique. Elles ont rejeté les manœuvres visant à perpétrer la domination de la minorité et les a considérées strictement comme nulles et non avenues. Les Nations Unies ont toujours réaffirmé la légitimité de la lutte des peuples opprimés en vue de mettre fin à l'apartheid et de créer une société non raciale. Face au mépris manifesté par le régime raciste de Pretoria à l'égard de ses résolutions et recommandations, le Conseil de sécurité, dans ses résolutions 418 (1977) et 558 (1984), interdit tout commerce avec l'Afrique du Sud en matière d'armement et de matériel militaires, ainsi que toute coopération avec l'Afrique du Sud dans le domaine de la production et de la mise au point d'armes nucléaires.

Malgré tout cela, le Secrétaire général des Nations Unies dans son rapport ainsi que le Groupe de contact nous indiquent que le gouvernement raciste n'est toujours pas prêt à négocier ni à modifier sa politique. En fait, il n'accepte même pas la création d'un système démocratique ou l'élaboration d'un programme de réforme pour mettre fin à l'apartheid. En outre, le régime raciste ne s'est pas contenté de rejeter toute possibilité d'un règlement juste et pacifique du conflit par des négociations avec les véritables représentants de la majorité du peuple, il est allé jusqu'à adopter une attitude intransigeante, imposer l'état d'urgence et accroître le recours à la violence contre des milliers d'individus qui s'opposent à l'apartheid.

Bien que la communauté internationale, à une large majorité, estime que l'apartheid soit un crime contre l'humanité, c'est un crime qui continue d'être perpétré impunément et celui qui s'y emploie peut toujours développer les moyens de

M. Badawi (Egypte)

le perpétrer. Tous les peuples et gouvernements savent aujourd'hui que l'imposition de sanctions à l'Afrique du Sud raciste est le seul moyen pacifique qui reste à la communauté internationale pour mettre un terme définitif au régime d'apartheid. Les efforts nationaux et internationaux entrepris par un nombre croissant d'Etats, malgré leur importance, se sont révélés insuffisants pour affronter le risque de recrudescence de la tension en Afrique du Sud et, par conséquent, il est nécessaire de prendre aujourd'hui des mesures plus efficaces. Il incombe donc au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités en imposant des sanctions globales et obligatoires à l'Afrique du Sud, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte. L'Egypte espère que le Conseil de sécurité pourra surmonter les obstacles qui, jusqu'à présent, l'ont empêché d'assumer ce devoir qui lui est imposé par ses responsabilités et ses engagements qui sont consacrés dans la Charte des Nations Unies.

La seule façon de résoudre le problème en Afrique du Sud est de mettre fin au régime raciste d'apartheid et de créer un gouvernement et une société démocratiques, conformément aux principes de la Charte et aux résolutions pertinentes des Nations Unies, et conformément aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'Egypte estime que cet objectif ne saurait être atteint, si ce n'est en passant de la solidarité verbale à une action internationale positive concrète, en renforçant l'isolement du régime d'apartheid et en exerçant une pression accrue sur le régime d'Afrique du Sud, jusqu'au jour où il acceptera la volonté internationale unanime. D'ici là, il est nécessaire d'appuyer davantage les mouvements de libération nationale en Afrique du Sud et en Namibie, les Etats africains de première ligne, en les aidant à faire face aux pressions et aux actes d'agression du régime raciste de Pretoria.

M. VINGRANOVSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine)

(interprétation du russe) : Une fois de plus, l'Assemblée générale des Nations Unies examine la question de la politique criminelle d'apartheid poursuivie par le régime raciste de Pretoria en Afrique du Sud, en violation du droit international, de la Charte des Nations Unies et des normes généralement reconnues de conduite civilisée. Le système odieux d'apartheid est condamné depuis longtemps et catégoriquement rejeté par la communauté internationale. Cette politique, poursuivie par le régime de Pretoria, qui foule aux pieds les droits légitimes de

M. Vingranovsky (RSS d'Ukraine)

la population autochtone et impose sa loi à la Namibie, commet des actes constants d'agression et de subversion contre les Etats africains voisins et s'efforce de les terroriser et de leur imposer son diktat, a été reconnue comme une menace sérieuse non seulement pour l'Afrique du Sud mais également pour la paix et la sécurité internationales. Pour toute personne sensée, il est clair que l'apartheid est la cause principale de la crise en Afrique australe.

Eliminer l'apartheid, et non pas le transformer, ni le réformer ou le modifier par le biais de soi-disant réformes mais l'éliminer totalement et définitivement, telle est la condition indispensable pour parvenir à la paix et à la stabilité dans cette région. Pourquoi donc, malgré l'indignation croissante des personnes honnêtes face au système criminel d'apartheid, et les demandes réitérées pour que l'on y mette fin, ce système illégal continue-t-il d'exister? Il est tout à fait clair que le régime d'apartheid subsiste, peut imposer sa loi et faire fi des décisions des Nations Unies et de la volonté de la communauté internationale, seulement grâce à l'appui de certaines puissances occidentales importantes, notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël, qui lui apportent une aide politique, économique, militaire et autres. Se demander pourquoi, malgré le caractère criminel du régime d'Afrique du Sud, certains pays occidentaux importants coopèrent avec lui, est une question tout aussi rhétorique qu'inutile. Les intérêts de l'impérialisme et ceux de Pretoria sont imbriqués. L'Afrique du Sud est importante pour l'Occident, tant du point de vue politique qu'économique. Les investissements de l'Angleterre sur place se montent à 12 milliards de livres sterling et les Etats-Unis ont investi 15 milliards de dollars dans la structure économique en Afrique du Sud.*

* M. Kabanda (Rwanda), Vice-Président, assume la présidence.

M. Vinogradovskiy (RSS d'Ukraine)

Les puissances occidentales tirent d'énormes bénéfices de leur coopération avec l'Afrique du Sud de l'apartheid. L'aide et l'assistance accordées aux racistes d'Afrique du Sud par les Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays occidentaux et Israël sont considérées par Pretoria comme un encouragement direct à poursuivre sa politique, malgré les déclarations sans fondement des protecteurs des racistes, selon lesquelles une collaboration avec le régime raciste pourrait l'influencer.

Dans la Déclaration adoptée par consensus au terme de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, qui s'est tenue récemment à Paris, il est indiqué que :

"La politique d'"engagement constructif" n'a pas contribué à l'élimination du système d'apartheid. Bien au contraire cet état de choses persiste et le régime de Pretoria poursuit son occupation illégale de la Namibie et sa politique d'agression, de subversion et de déstabilisation, sous diverses formes, contre les Etats de première ligne et d'autres Etats voisins."

(A/41/434, par. 42)

Le rapport du Comité spécial contre l'apartheid présenté à la quarante et unième session de l'Assemblée générale signale que :

"... certains pays occidentaux, Israël et certaines sociétés transnationales encouragent le régime raciste dans sa politique en poursuivant leur collaboration avec lui. Cette collaboration entrave gravement les efforts que le peuple opprimé et la communauté internationale déploient en vue d'éliminer l'apartheid, de réaliser l'indépendance de la Namibie et de ramener la paix et la sécurité en Afrique australe. (A/41/22, par. 209)

La collaboration qui a lieu dans le domaine militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, qui poursuit une politique de militarisation destinée à atteindre la capacité nucléaire, est un sujet d'inquiétude.

Comme on le signalait dans la Déclaration du Séminaire international sur l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, organisé à Londres en mai de cette année par le Comité spécial contre l'apartheid, malgré l'imposition, conformément à la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité, d'un embargo volontaire sur les armes et le matériel militaire à l'encontre de l'Afrique du Sud, le régime d'apartheid a encore la possibilité de se procurer des quantités importantes de matériel paramilitaire, de pièces détachées et de rechange et même d'installations complexes qui lui sont extrêmement nécessaires pour produire des armes et des munitions.

M. Vingranovsky (RSS d'Ukraine)

Le Séminaire a également exprimé son inquiétude sur le fait que l'appel que le Conseil de sécurité a lancé dans sa résolution 558 (1984) de s'abstenir d'importer des armes fabriquées en Afrique du Sud, n'est pas respecté par les nombreux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud.

A cet égard, des données éloquentes ont été publiées par l'Organisation américaine de recherche et d'activités nationales dans le complexe militaro-industriel. Ce rapport fournit des renseignements sur l'octroi, au début de 1980, par le Bureau d'assistance et de ventes du Département d'Etat des Etats-Unis, de licences d'importation permettant l'importation à destination de l'Afrique du Sud de technologies aux applications militaires. Il existe d'autres renseignements sur la collaboration qui se poursuit entre l'Afrique du Sud et les pays occidentaux et Israël. De nombreux exemples de collaboration figurent dans les documents du Séminaire déjà mentionné et dans le rapport spécial du Comité spécial contre l'apartheid, à propos des liens qui existent entre Israël et l'Afrique du Sud, ainsi que dans d'autres documents. Dans le document du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, on signale que :

"... l'Afrique du Sud a pu accélérer le développement de sa capacité d'armement nucléaire grâce à la collaboration accordée au régime d'apartheid à divers niveaux par certains Etats occidentaux et Israël, sous forme d'assistance pour l'extraction et le traitement de l'uranium, de fourniture de matériel nucléaire, de transfert de technologie, de services de formation et d'échange de personnel scientifique. Cette collaboration et l'appui financier externe accordés au programme nucléaire sud-africain ont encouragé le régime de Pretoria à défier la communauté internationale et ont fait obstacle aux efforts déployés pour éliminer le système d'apartheid et mettre un terme à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud."

(A/AC.131/179/Add.1, par. 33)

Les conséquences catastrophiques qu'entraîne le maintien des relations commerciales et économiques avec l'Afrique du Sud, notamment en matière de livraison de pétrole et de produits pétroliers, ont été soulignées lors du Séminaire d'Oslo, sur l'embargo pétrolier à l'encontre de l'Afrique du Sud au mois de juin.

Uniquement préoccupés par les profits exorbitants qu'ils tirent de l'exploitation des ressources humaines et naturelles de l'Afrique australe et soucieux de maintenir le régime raciste d'Afrique du Sud, l'exercice de pressions sur les gouvernements africains indépendants fait partie de la politique suivie par

M. Vinogradovsky (RSS d'Ukraine)

les pays occidentaux les plus importants qui collaborent avec le régime de Pretoria. Ils font fi de la volonté et des appels de la communauté internationale, y compris des populations de leurs propres pays et celles de l'Afrique du Sud, et s'opposent à des sanctions générales et obligatoires contre Pretoria, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. L'imposition de sanctions obligatoires a été exigée par les populations de l'Afrique du Sud, l'Organisation de l'unité africaine et par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dans sa Déclaration, la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste a souligné que :

".. le régime raciste d'Afrique du Sud, seul à avoir érigé le racisme en politique officielle et à l'avoir consacré dans sa "Constitution", s'inspire de l'idéologie raciste et belliciste qui a provoqué la seconde guerre mondiale, semant la mort et la destruction. Une politique d'apaisement à l'égard du régime raciste ne pourrait donc qu'aboutir aux mêmes conséquences désastreuses." (A/41/434, par. 14)

L'apartheid doit être combattu par tous les moyens possibles. Quelle hypocrisie que de condamner verbalement l'apartheid et convenir qu'il faut l'éliminer et, en même temps, de bloquer l'adoption de mesures efficaces contre lui, et même essayer, comme certains pays occidentaux le font, de priver les peuples opprimés de l'Afrique du droit à la lutte armée contre le régime d'apartheid.

Les Etats-Unis et un certain nombre d'autres puissances impérialistes, avec la clique raciste d'Afrique du Sud, s'efforcent de semer le doute sur la légitimité de des mouvements de libération et de leur lutte pour la liberté et l'indépendance. Ces affirmations n'ont aucun fondement. Tout comme on ne peut nier le droit des victimes de l'agression fasciste au cours de la deuxième guerre mondiale de prendre les armes dans la lutte pour leur liberté, il est impossible de nier les droits inaliénables des peuples de mener une lutte pour l'autodétermination par tous les moyens. Le droit international est entièrement de leur côté.

Le rapport politique du Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Gorbatchev, présenté lors du XXVIIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, a jeté les bases d'un système général de sécurité international, dont l'élément le plus important doit être l'élimination du génocide, de l'apartheid, du prosélytisme, du fascisme ou de toute autre forme de racisme, de nationalisme ou d'exclusion religieuse, ainsi que toute discrimination contre les gens sur cette base.

M. Vingranovsky, (RSS d'Ukraine)

L'Ukraine mène une politique qui vise à éliminer rapidement et totalement les pratiques et le système de l'apartheid. La position de principe de la RSS d'Ukraine à ce sujet a été énoncée en détail dans les déclarations de ses représentants en différentes instances de l'Organisation des Nations Unies et dans les forums internationaux, exprimée dans les réponses aux questions du Secrétaire général et dans d'autres documents, notamment la lettre adressée au Président du Comité spécial contre l'apartheid. La RSS d'Ukraine est pleinement solidaire des mouvements de libération nationale en Afrique australe qui mènent une lutte légitime contre l'apartheid, pour la liberté et l'indépendance, conformément aux décisions des Nations Unies, à qui l'on accorde une aide politique, morale et matérielle.

Les moyens d'information de la RSS d'Ukraine consacrent leurs titres aux activités des Nations Unies et d'autres organisations dans la lutte contre l'apartheid. Ils tiennent informée la population de la République de la juste lutte des peuples opprimés d'Afrique australe. Chaque année, en Ukraine, on célèbre la Journée internationale de solidarité avec les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie, en lutte pour leur indépendance. De nombreuses mesures sont prises, l'opinion publique est mobilisée en vue d'exprimer son appui à la lutte contre l'apartheid et à l'élimination rapide des séquelles du colonialisme et du racisme. La RSS d'Ukraine participe activement aux travaux importants et fructueux du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid qui, sous la direction de l'ambassadeur du Nigéria, M. Joseph Garba, tout entier dévoué à la cause de l'élimination finale de l'apartheid et de la libération de l'Afrique, contribue grandement à la lutte anti-apartheid dans le monde.

La délégation de la RSS d'Ukraine a participé, dès le départ, à l'élaboration des projets de résolution A/41/L.24 et L.29, qui sont à l'examen devant l'Assemblée générale. Du fait d'une erreur technique, la RSS d'Ukraine ne se trouve pas au nombre des coauteurs de ces projets de résolution. Nous voudrions donc déclarer que nous nous joignons au nombre des coauteurs de ces projets de résolution. La RSS d'Ukraine était parmi les premiers à signer la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports. Quelque six mois après son ouverture à la signature, cette convention a déjà recueilli la signature de 70 pays.

La RSS d'Ukraine est favorable à une élimination rapide de l'apartheid et appuie pleinement l'appel des Etats africains en faveur de l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud.

M. Vingranovsky, (RSS d'Ukraine)

Comme par le passé, nous appuierons totalement ceux qui luttent courageusement contre l'apartheid et nous nous prononcerons pour le projet de résolution sur la question de la lutte pour l'élimination du système criminel d'apartheid.

Sir John THOMSON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 12 Etats membres de la Communauté économique européenne.

Les Douze ont maintes fois exprimé clairement leur répugnance à l'égard de l'apartheid. Pendant des années, nous avons condamné sans équivoque l'apartheid sous toutes ses formes et manifestations, aux Nations Unies et dans beaucoup d'autres enceintes. Nous avons exigé qu'on l'abolisse. Nous rejetons catégoriquement un système qui refuse ses chances, ou même la liberté, à un enfant, alors qu'il accorde des droits ordinaires et des privilèges à un autre, sur la base de sa seule couleur. L'apartheid est une insulte à la dignité de ceux qui l'infligent, une violation flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales consacrées dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, auxquelles nous accordons la plus grande importance. En résumé, il s'agit d'un système institutionnalisé de racisme d'Etat qui prive la majorité du peuple d'Afrique du Sud de ses droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

L'apartheid a nourri la haine et la violence. La violence est, en fait, inhérente au système. Les autorités sud-africaines ont réagi impitoyablement aux efforts de la grande majorité de la population en vue d'assurer l'abolition de l'apartheid. Ils ont introduit quelques réformes, mais ces changements ont été trop peu nombreux et trop lents pour enrayer la marée d'amertume et le flot de sang qui submergeaient le pays. Ils n'ont rien fait pour s'attaquer à la racine même du problème.

Le résultat est que depuis 12 mois, on a vu un accroissement du cycle de violence et de répression en Afrique du Sud. L'état d'urgence qui a été imposé à nouveau cette année dans l'ensemble du pays a aggravé plutôt qu'il n'a amélioré les perspectives d'un changement pacifique. Les Douze ont peur que la situation ne se détériore encore plus. L'état d'urgence a conduit à l'incarcération de milliers de personnes sans procès et a suscité beaucoup d'angoisse et de souffrances dans les foyers de leurs familles et de leurs proches. Les Douze partagent l'angoisse très largement exprimée par la communauté internationale à la lecture de rapports

Sir John Thomson, (Royaume-Uni)

faisant état des conditions d'incarcération des prisonniers et particulièrement de l'usage de la torture. Une fois de plus, nous condamnons les arrestations massives arbitraires, les réinstallations par la force et la pratique de détention sans procès; nous demandons la libération de tous les prisonniers incarcérés au titre de l'état d'urgence, auquel il doit être mis fin.

Au titre de l'état d'urgence, les autorités sud-africaines ont réduit gravement la liberté de la presse de sorte que maintenant il est impossible de faire rapport sur les activités des forces de sécurité sud-africaines sans subir de lourdes sanctions. Les Douze estiment que cet événement est fortement préoccupant. Nous prions instamment le Gouvernement sud-africain de lever ses restrictions contre la presse, sans délai. La liberté d'information fait partie intégrante du processus démocratique. Nous estimons qu'il s'agit d'un principe qui a une importance fondamentale en tant que droit et moyen élémentaire de promouvoir la compréhension mutuelle.

L'objectif des Douze est tout simplement d'éliminer l'apartheid. L'apartheid doit être aboli. Il est urgent d'amener un changement pacifique par un dialogue national authentique, au-delà des critères de couleur, de politique ou de religion. On ne peut plus permettre que se perpétue la violence qui meurtrit la population noire en particulier. Les Douze demandent à toutes les parties qu'elles cessent la violence.

Sir John Thomson (Royaume-Uni)

Il faut créer les conditions qui permettront d'entamer le dialogue et d'apporter les changements nécessaires. Mais ce dialogue est impossible tant que les dirigeants noirs sont emprisonnés ou détenus et tant que les organisations anti-apartheid sont interdites. A leur réunion des 15 et 16 septembre à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Douze ont déploré que le Gouvernement sud-africain ne soit toujours pas prêt à prendre les mesures qui permettraient un dialogue authentique. Les Douze ont à maintes reprises demandé au Gouvernement sud-africain de libérer inconditionnellement Nelson Mandela et les autres prisonniers politiques, de lever l'interdiction dont fait l'objet l'African National Congress, le Pan Africanist Congress of Azania et d'autres partis politiques. A ce propos, nous déplorons que les autorités sud-africaines aient décidé de déclarer que le United Democratic Front (UDF) tombait sous le coup de cette mesure. Cette décision rétrograde prise à l'encontre d'un groupe non violent influent est préjudiciable à l'objectif d'un dialogue national authentique.

En septembre 1985, les Douze sont convenus d'une série de mesures visant à faire prendre conscience au Gouvernement sud-africain de la nécessité inéluctable de procéder à des réformes fondamentales. Ces mesures sont : un embargo sur les exportations d'armes et d'équipements paramilitaires à destination de l'Afrique du Sud; un embargo sur les importations d'armes et d'équipements paramilitaires en provenance d'Afrique du Sud; le refus de coopérer dans le domaine militaire; l'arrêt des exportations de matériel stratégique à la police et aux forces armées sud-africaines; l'interdiction d'exporter du pétrole en Afrique du Sud; le rappel des attachés militaires accrédités en Afrique du Sud et le refus d'accréditer les attachés militaires d'Afrique du Sud; le gel des contacts et accords officiels dans le domaine des sports et en matière de sécurité; l'interdiction de toute nouvelle collaboration dans le secteur nucléaire; et les efforts pour décourager les accords scientifiques et culturels, sauf dans les cas où ils pourraient contribuer à mettre fin à l'apartheid ou quand ils ne risquent pas d'appuyer ce dernier.

Devant la détérioration de la situation en Afrique du Sud, le Conseil de l'Europe réuni à La Haye en juin dernier, a décidé de prendre des mesures additionnelles. C'est ainsi que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ont demandé au Secrétaire britannique aux affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, d'entreprendre une mission en Afrique australe. Comme il l'a lui-même précisé le 23 septembre devant l'Assemblée générale, il s'est rendu à deux reprises dans la

Sir John Thomson (Royaume-Uni)

région en juillet. Il a tenté d'expliquer la politique des Douze aux voisins de l'Afrique du Sud et de faire part au Gouvernement sud-africain de notre profonde préoccupation et de la nécessité de prendre des mesures pour promouvoir une solution pacifique négociée aux problèmes du pays.

En l'absence de progrès, les Douze sont convenus, les 15 et 16 septembre à Bruxelles, d'adopter un nouvel ensemble de mesures restrictives allant dans le sens de celles envisagées à La Haye. Ces mesures consistent à interdire tout nouvel investissement et l'importation de fer, d'acier, et de pièces d'or en provenance d'Afrique du Sud. La présidence continuera à chercher à réunir le consensus sur l'interdiction des importations de charbon en provenance d'Afrique du Sud, sur la base de la déclaration du Conseil de l'Europe à La Haye.

Outre ces mesures restrictives, les Douze de la Communauté ont entrepris des programmes concertés d'action positive visant à aider les victimes de l'apartheid, individuellement et collectivement. On multiplie les contacts politiques, syndicaux, administratifs, culturels, scientifiques et sportifs avec la communauté non blanche. Les Douze aident ceux qui ont été arrêtés dans le cadre de l'état d'urgence et ils s'emploient, avec la Communauté, à mettre l'accent sur les programmes d'enseignement et de formation à l'intention des Sud-Africains noirs. Au mois de juillet dernier, nous avons annoncé de nouvelles directives pour la présentation des rapports dans le cadre du code de conduite à l'intention des sociétés qui ont des filiales, des bureaux ou des représentants en Afrique du Sud. Ce code est en vigueur depuis 1977. La nouvelle présentation est conçue pour adapter et renforcer les dispositions du code en fonction de l'évolution de la situation depuis sa mise en vigueur. On met davantage l'accent sur le rôle des syndicats indépendants qui représentent les travailleurs africains noirs et on demande aux sociétés d'accorder plus d'attention à l'enseignement, à la formation, au développement des carrières des Noirs et aux projets communautaires. Le but du code est de contribuer de manière concrète à l'abolition de l'apartheid et d'améliorer sensiblement les conditions de vie et de travail d'un nombre aussi grand que possible de travailleurs africains.

Les Douze et la Communauté européenne fournissent également une aide substantielle aux voisins de l'Afrique du Sud. L'une des grandes priorités est l'amélioration des moyens de transport dans la région, programme qui est mené à bien sous l'égide de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). Les pays de la SADCC reçoivent aussi une aide au développement

Sir John Thomson (Royaume-Uni)

dans le cadre de la Troisième Conférence de Lomé, de même qu'une assistance alimentaire de la Communauté européenne. Au cours des dernières années, ils ont reçu diverses formes d'assistance de la Communauté européenne et dans le cadre d'une coopération bilatérale avec ses Etats membres, assistance dont le montant annuel est évalué à un milliard de dollars environ.

Comme l'a dit sir Geoffrey Howe le 23 septembre lorsqu'il a pris la parole au nom des Douze dans le cadre du débat général, le temps nous est compté. Les Douze ont réellement essayé de faire en sorte que le Gouvernement sud-africain regarde vers l'avenir et reconnaisse que des changements fondamentaux étaient inévitables. Pour commencer, les dirigeants de l'Afrique du Sud doivent faire preuve d'imagination et permettre que s'engage un dialogue authentique. Plus des négociations sincères se feront attendre, plus il sera difficile d'opérer des changements pacifiques et d'éviter un bain de sang dont nous subirions les conséquences pendant de nombreuses années.

Les Douze continueront à n'épargner aucun effort pour décider l'Afrique du Sud à renoncer à l'odieux système d'apartheid et à mettre rapidement en place une société où tous jouissent de la liberté et de la justice.

M. NETANYAHU (Israël) (interprétation de l'anglais) : J'aurais aimé pouvoir traiter directement du problème de l'apartheid, politique d'un régime méprisable qui n'a pas sa place dans le monde. Je sais que nous nous accordons tous à le rejeter.

Mais je dois tout d'abord revenir sur la question des faits, non pas de ceux qui concernent l'apartheid, relatés dans la presse et les autres sources d'information et dont l'horreur ne laisse plus aucun doute. Je veux parler des faits ostensiblement contenus dans certains rapports et certains projets de résolution concernant ce débat.

M. Netanyahu (Israël)

Deux techniques sont habituellement utilisées pour dénaturer les faits : l'omission et la déformation. L'emploi de ces deux techniques, je le crains, est évident en ce qui concerne le rapport du Comité spécial contre l'apartheid et le projet de résolution concernant Israël, dont nous sommes saisis.

Examinons d'abord l'omission. Le 8 octobre 1986 - le mois dernier donc -, j'ai envoyé au Comité spécial une lettre officielle au nom de mon gouvernement dans laquelle notre position à l'égard de l'apartheid est exposée en détail. Je vais donner lecture de quelques extraits de cette lettre, mais d'abord, je voudrais lire un extrait de la déclaration que Shimon Peres, alors Premier Ministre, a faite lors de sa récente visite au Cameroun; il a dit :

"Israël rejette sans condition l'apartheid. Pour le peuple juif, l'apartheid est la dernière des abominations. C'est l'expression de l'inhumanité la plus cruelle. Israël fera tout son possible pour éliminer ce système odieux."

Ensuite, je vais lire un extrait de la déclaration faite par M. Shamir, alors Vice-Premier Ministre :

"Israël ne peut rester silencieux face à la discrimination raciale, où elle se manifeste. Nous rejetons et condamnons l'apartheid en tant que système politique, social et économique. Nous espérons que les dirigeants responsables s'efforceront de créer le climat propice qui incitera le Gouvernement de l'Afrique du Sud à s'engager dans des négociations afin de satisfaire aux aspirations politiques légitimes de tous les Sud-Africains, quelles que soient leur race ou leur couleur."

Enfin, j'en viens à l'extrait de la lettre qui contient une réaffirmation de la position de mon gouvernement :

"Israël estime que l'apartheid ne peut être réformé et qu'il doit être aboli si on veut éviter davantage de souffrances. Le Gouvernement d'Israël se joindra à la communauté internationale et aux démocraties parlementaires pour mettre en oeuvre toutes mesures concertées afin d'éliminer l'apartheid."

Ce document n'est mentionné dans aucun des rapports du Comité spécial. Cette omission de toute allusion à la politique d'Israël à l'égard de l'apartheid n'est, en soi, pas surprenante. Les organes des Nations Unies qui traitent de l'apartheid n'ont jamais voulu tenir compte des déclarations sans équivoque énergiques et répétées faites par Israël pour condamner l'apartheid. Mais je ne crois pas que la déclaration dont je viens de parler puisse être ignorée aussi facilement. Elle n'a

M. Netanyahu (Israël)

pas été faite à Jérusalem ou à Genève ou même à cette tribune, où elle aurait pu être - soyons charitables - "perdue" dans les "efforts de recherche" de ces organes. Il s'agit d'une déclaration qui a été faite dans une communication précise et directe de mon gouvernement à un organe officiel des Nations Unies qui traite de l'apartheid.

Toutefois, cette omission n'est pas le seul phénomène dont nous ayons à traiter ici. Lorsque vous voulez falsifier les preuves, manigancer des preuves contre quelqu'un et l'accuser de prétendus méfaits, vous supprimez en fait les informations positives à son sujet et vous supprimez également les informations négatives au sujet de tous les autres. Il y a un an de cela, à sa quarantième session, l'Assemblée générale a ajouté un nouveau paragraphe dans le dispositif de sa principale résolution sur l'apartheid. Aux termes du paragraphe 20 du dispositif de la résolution 40/64 A, l'Assemblée générale demande en outre

"au Comité spécial de garder constamment à l'étude la question de la collaboration entre l'Afrique du Sud et Israël ainsi qu'entre l'Afrique du Sud et tout autre Etat..."

Je reviendrai, dans un moment, sur la première partie de ce paragraphe, qui fait état de la prétendue collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud. Pour l'instant, je parlerai de la deuxième partie, qui fait état de la collaboration entre l'Afrique du Sud et les autres Etats - "tout autre Etat", selon les termes de la résolution. La raison principale de l'insertion de ce paragraphe l'année dernière était que même l'Assemblée générale ne pouvait ignorer ces autres Etats. Ces dernières années, nous avons donné, de cette tribune, des renseignements détaillés sur les transactions commerciales innombrables qui ont lieu entre l'Afrique du Sud et les principaux producteurs arabes de pétrole. Bien entendu, si le Comité spécial n'hésite pas le moins du monde à nommer Israël dans son rapport, il ne peut toutefois se résoudre à nommer également un seul de ces autres Etats. Cependant, l'insertion de ce paragraphe l'an dernier a été une mesure positive, quoique limitée, vers une reconnaissance modeste de la réalité.

Qu'en est-il maintenant de cette directive visant à surveiller les "autres" transactions importantes si nombreuses? Nous avons lu attentivement le rapport du Comité spécial. Nulle part il n'y est fait mention de ce commerce, même s'il a été étayé, de manière irréfutable, par des institutions de recherche et de contrôle indépendantes, telles que le Shipping Research Bureau à Amsterdam et le Lloyd's Voyage Record, qui jouissent toutes d'une haute réputation internationale. Rien

M. Netanyahu (Israël)

n'est dit sur ce commerce nulle part. Qu'il en soit ainsi devient immédiatement évident lorsqu'on examine le projet de résolution présenté cette année. Le paragraphe 20 du dispositif de la résolution adoptée l'année dernière a mystérieusement disparu. Lorsque je dis qu'il a disparu, il ne faut pas se méprendre : le libellé concernant Israël est toujours présent. Nous sommes même cités nommément dans un projet de résolution particulier. Mais ce qui s'est évaporé, c'est la référence à la collaboration entre l'Afrique du Sud et "tout autre Etat".

Nous savons tous pourquoi. Les révélations sur le commerce du pétrole arabe étaient trop embarrassantes pour les Etats arabes. Ils ont fait les couloirs, ils ont exercé des pressions pour inciter les membres à abandonner la question et contraindre ainsi l'Assemblée générale à aller, en fait, à l'encontre de ses propres directives. Pourtant, bien qu'il ne soit pas mentionné dans les rapports, bien qu'il ne soit pas mentionné dans le projet de résolution, même indirectement, le commerce du pétrole entre les Etats arabes et l'Afrique du Sud est toujours florissant. En fait, les renseignements préliminaires dont nous disposons montrent qu'il s'est accru substantiellement depuis l'an dernier.

Comment sommes-nous informés de ce commerce secret? Nous ne le connaissons pas simplement parce que je suis ici et parce que je l'affirme. D'où viennent les preuves dont nous disposons? Une des choses que nous essayons de faire durant ce débat c'est séparer les affirmations des faits.

En 1980, le Comité hollandais sur l'Afrique australe et le Groupe Kairos, un groupe néerlandais connu aussi sous le nom de Chrétiens contre l'apartheid, a créé le Shipping Research Bureau à Amsterdam, à but non lucratif, qui est chargé de surveiller le trafic pétrolier vers l'Afrique du Sud. Ce Bureau rassemble les renseignements afférents aux pétroliers qui lui sont fournis par les compagnies de navigation, les gouvernements et différentes sources de renseignement privées réparties dans le monde entier, y compris en Afrique du Sud. C'est là une tâche extrêmement longue et laborieuse. Deux ans s'écoulent grosso modo entre l'expédition de la cargaison et la publication du rapport par le Shipping Research Bureau.

Nous disposons maintenant des rapports les plus récents mis à jour pour 1983 et 1984. Le Bureau donne des détails tels que le nom du navire, son port en lourd, son tonnage, le pavillon sous lequel il navigue, la date de son arrivée en Afrique du Sud, etc. Mais qu'en est-il du port d'origine, où le pétrole destiné à

M. Netanyahu (Israël)

l'Afrique du Sud est embarqué? Ce port est quelquefois indiqué dans les rapports; lorsqu'on n'a pas été en mesure de le faire, on indique les régions de provenance des pétroliers. En recoupant ces informations avec les renseignements de voyage se trouvant dans le Lloyd's Voyage Records, journal spécialisé dans le trafic maritime international, il n'est pas difficile de trouver de nombreux ports d'origine non mentionnés.

Que trouvons-nous lorsque nous analysons les données des années 1980 à 1984, période pour laquelle nous disposons de chiffres mis à jour? Durant cette période, le Bureau a été en mesure de suivre 167 pétroliers en provenance du golfe Persique et à destination des ports de l'Afrique du Sud. Quatre-vingts pour cent d'entre eux sont venus directement des golfes Persique et Arabique. Le port d'origine des autres pétroliers - 20 % - a été truqué du fait qu'ils ont fait escale dans d'autres ports, mais il importe de noter qu'ils retournent directement dans le golfe Persique dès qu'ils ont déchargé leur pétrole en Afrique du Sud.

Nous pouvons facilement calculer la valeur de ces cargaisons; ma délégation distribuera des exemplaires de cette déclaration, à laquelle nous avons joint la méthode que nous avons employée pour ce faire. Quels sont les chiffres que nous obtenons ainsi? En 1980, le volume des cargaisons en provenance d'Etats arabes vers l'Afrique du Sud était de 2,1 milliards de dollars; en 1981, de 1,7 milliards, en 1982, de 1,6 milliards, en 1983, de 2,6 milliards et, en 1984, de 1,9 milliards.

M. Netanyahu (Israël)

Même en supposant que le Bureau ait oublié de compter quelques bateaux, les livraisons de pétrole arabe à l'Afrique du Sud se chiffrent en moyenne à quelque 2 milliards de dollars annuellement, soit un formidable montant de 9,9 milliards de dollars - presque 10 milliards - pour la période quinquennale 1980-1984.

Une fois les chiffres vérifiés, on est amené à poser la question suivante : quels sont les pays qui fournissent ce pétrole? Des livraisons que nous avons été en mesure de pointer avec la Lloyd's, nous avons découvert trois pays qui participent pour 84 % à ces livraisons. Ce sont l'Arabie saoudite, 35 % ; les Emirats arabes unis, 34 % ; et l'Oman, 15 %. Je dois souligner que les pétroliers en provenance des Emirats arabes unis se sont également arrêtés à Qatar et au Bahreïn qui, avec le Koweït et quelques autres comptent pour les 16 % restants des livraisons en provenance du golfe Persique à destination de l'Afrique du Sud.

En d'autres termes, les producteurs arabes de pétrole constituent le cordon ombilical qui alimente le régime d'apartheid. Ce n'est par sans raison que le Shipping Research Bureau appelle cela l'assurance-vie de l'Afrique du Sud. Ce faisant, les producteurs arabes de pétrole sont en directe contravention avec l'embargo décrété en 1979 par les Nations Unies sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud, dont ils sont signataires. Et ils ont l'audace, parlant des liens commerciaux spéciaux avec l'Afrique du Sud, de citer nommément Israël!

Cela nous amène à la seconde technique de déformation et de distorsion. Dans le cadre des efforts qu'ils font pour se gagner l'appui des Etats africains, certains pays proclament leur solidarité avec l'Afrique noire. C'est là, évidemment, une revendication pour le moins curieuse venant de pays comme la Libye, qui occupe un bon morceau du Tchad et qui dépêche ses tueurs et ses saboteurs dans une demi-douzaine de pays africains noirs, ou de l'Arabie saoudite qui, récemment encore, pratiquait l'esclavage officiellement et qui maintient encore officieusement au cœur de la péninsule arabe une industrie florissante de domestiques noirs travaillant sans contrat, ou encore de n'importe lequel des autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) qui, durant une décennie, ont bloqué les prix du pétrole à des niveaux astronomiques, pillant les économies du tiers monde et amassant des sommes considérables dont les Africains qui meurent de faim n'ont jamais vu un sou.

En échange de cet appui, les Arabes pressent les Etats africains de condamner Israël. Ils brandissent à nouveau le cliché éculé, selon lequel Israël est le seul parmi les autres pays à entretenir des liens particuliers, notamment économiques et même nucléaires, avec l'Afrique du Sud.

M. Netanyahu (Israël)

Tout cela est un non-sens. Notre commerce avec l'Afrique du Sud est minime - environ 100 millions de dollars annuellement - selon les chiffres fournis par le Fonds monétaire international (FMI), organisme indépendant. Il est pratiquement inexistant si on le compare au commerce des pays européens, arabes et autres Etats avec l'Afrique du Sud : moins de 0,5 % des exportations de l'Afrique du Sud et 0,75 % de ses importations. Ce qui nous ramène au dernier rapport du Comité spécial ou, plus exactement, à son annexe IV. Il s'agit d'un document qui traite de faits et de chiffres, et cela est rafraîchissant. Les transactions des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud avec ce pays pour la période 1984-1985 - objet de cette annexe - y sont exposées de façon détaillée, sur la base des statistiques établies par les Nations Unies sur le commerce des matières premières. L'annexe donne la liste des 13 principaux partenaires commerciaux, et Israël n'en fait pas partie. Selon la note de bas de page figurant à l'annexe, les chiffres indiqués ne comprennent ni l'or ni, évidemment, le pétrole, ce qui n'est nullement surprenant.

Et que dire du domaine nucléaire, dont on parle tant? Israël est condamné de façon répétée pour sa prétendue collaboration avec l'Afrique du Sud dans ce domaine également. Nous rejetons catégoriquement cette allégation. Mais que disent les Nations Unies à ce propos? De temps à autre elles disent la vérité. Récemment, le 15 mai 1986, les Nations Unies ont distribué un rapport rédigé par un groupe d'experts du Nigéria, de la Suède, de l'Union soviétique, du Venezuela et de la France, qui se sont livrés à une enquête sur la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Ce document de 44 pages a été présenté à la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste qui s'est tenue à Paris en juin dernier. C'est de loin le rapport le plus complet jamais publié par les Nations Unies sur cette question. Certains pays sont cités dans le cadre de la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud. Une fois de plus, Israël n'en fait pas partie.

Donc, s'agissant de l'Afrique du Sud, prétendre qu'Israël occupe une place spéciale parmi les nations n'est autre chose que la répétition d'allégations dénuées de tout fondement de la part de ceux qui non seulement cherchent à diffamer Israël mais également à détourner l'attention du commerce extrêmement profitable qu'ils font en secret avec Pretoria.

M. Netanyahu (Israël)

La bataille contre l'apartheid en est à un stade historique. Elle peut ou prendre de l'ampleur sur la voie de l'élimination totale de ce système odieux ou s'embourber dans le mensonge et l'invective. C'est en cela que la campagne de dénigrement contre Israël est dangereuse. C'est pour cela que ceux qui sont véritablement décidés à lutter contre l'apartheid doivent rejeter avec une égale vigueur les efforts destinés à détruire son intégrité. Les omissions, les déformations, et la désignation par leur nom de certains pays n'ont de place nulle part, et encore moins dans une lutte dont la noblesse et la justesse morale méritent d'être soigneusement protégées.

M. OSMAN (Somalie) (interprétation de l'anglais) : La grande attention accordée actuellement à la question de l'apartheid par tous les secteurs de la communauté mondiale et la solidarité croissante de l'opinion publique mondiale avec les luttes de libération menées en Afrique australe constituent une évolution dont il y a réellement lieu de se féliciter. Elle réjouit particulièrement les pays qui, comme le mien, ont éprouvé bien des déceptions tout au long des décennies durant lesquelles les appels lancés à l'Assemblée générale pour qu'elle adopte des mesures concertées et efficaces contre l'apartheid sont restés sans réponse.

Il est regrettable que la communauté mondiale dans son ensemble n'ait commencé à répondre de manière appropriée à l'existence de l'apartheid que lorsque la colère et l'indignation justifiées qui couvaient depuis longtemps ont explosé contre l'oppression intolérable et que le spectacle du conflit violent et sanglant entre la majorité noire d'Afrique du Sud et la minorité raciste a frappé le monde.

Quelqu'un peut-il douter encore de la nécessité d'isoler complètement le régime de Pretoria, tel que cela est demandé dans le Programme d'action contre l'apartheid adopté par l'Assemblée générale? Chaque jour qui passe apporte de nouvelles preuves de la brutalité d'un régime militairement puissant, résolu à défendre la position privilégiée de la minorité blanche par tous les moyens. La répression brutale de toute opposition à l'apartheid s'intensifie, et même le massacre barbare d'enfants et d'adolescents, qui réclament la place qui leur revient dans leur terre natale, est devenu pratique courante.

M. Osman (Somalie)

Aujourd'hui, nous voyons également avec quelle détermination les Noirs sud-africains sont prêts à consentir des sacrifices, au prix de leur sang et de leur sueur, pour que tous les peuples de ce pays puissent jouir des droits fondamentaux de l'homme. Il est malheureusement peu probable que des changements notables interviendront en Afrique du Sud étant donné le processus économique et politique engagé par le régime.

Chacun se rend compte que les prétendus changements constitutionnels et autres introduits par le régime de Pretoria ne sont que des mesures superficielles destinées à brouiller la situation et à maquiller la réalité d'un système d'apartheid pour l'essentiel inchangé. De plus, les déclarations des dirigeants du parti au pouvoir ne font que démontrer une adhésion aveugle et obstinée au statu quo.

La situation critique que connaît l'Afrique du Sud, et la région de l'Afrique australe tout entière, montre bien que la communauté internationale ne fait pas encore tout ce qu'il faudrait pour prévenir un conflit racial sanglant et prolongé dans la région. Un tel conflit ne pourra être évité que si l'on exerce une pression suffisante sur le régime de Pretoria pour le contraindre à abolir l'apartheid, à libérer les dirigeants emprisonnés comme Nelson Mandela et à amorcer le processus d'instauration d'une société juste et démocratique.

Mon gouvernement se félicite de l'imposition de sanctions - même si elles sont encore limitées - contre l'Afrique du Sud par un certain nombre de pays qui s'y étaient opposés dans le passé. Nous nous réjouissons en particulier de la réponse de principe du Congrès américain à l'intransigeance du système d'apartheid. Nous ne partageons cependant pas le point de vue d'une grande partie de l'opinion internationale, selon lequel l'imposition de sanctions économiques obligatoires et globales, y compris un embargo sur le pétrole, est le seul moyen pacifique dont disposent les Nations Unies pour apporter un soutien efficace à la lutte légitime et résolue que mène le peuple opprimé d'Afrique du Sud.

L'occupation illégale de la Namibie, acte d'agression contre le peuple namibien, souligne la nécessité d'imposer des sanctions économiques globales contre l'Afrique du Sud.

Les Nations Unies, qui ont la responsabilité directe de l'indépendance de la Namibie, ne doivent plus continuer de tolérer que l'Afrique du Sud refuse de coopérer à l'application de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, seule

M. Osman (Somalie)

base juridique en vue de l'indépendance de la Namibie. Cette résolution n'étant toujours pas appliquée, la population de ce pays est victime de la politique d'apartheid et des conditions cruelles d'oppression dues à l'occupation militaire.

Si le régime de Pretoria continue de défier impunément les décisions de la Cour internationale de Justice, du Conseil de sécurité et du droit international, c'est la crédibilité même de cette organisation mondiale qui risque d'être gravement sapée. Si la validité des mesures à appliquer contre l'Afrique du Sud, au titre du Chapitre VII de la Charte, suscite encore quelques doutes, la politique sud-africaine de subversion flagrante, d'occupation et d'agression militaire brutale menée contre les Etats voisins devrait les dissiper. Cette politique constitue, de toute évidence, une atteinte grave à la paix et à la sécurité, tant régionales qu'internationales.

Il convient de noter à cet égard que l'Article 50 de la Charte fait des recommandations spécifiques en ce qui concerne les difficultés particulières rencontrées par des Etats et dues à l'exécution desdites mesures par le Conseil de sécurité. Aujourd'hui et à l'avenir, la communauté mondiale se doit d'apporter toute l'aide possible aux Etats de première ligne qui appuient courageusement la lutte de libération menée en Afrique du Sud et en Namibie.

A plusieurs étapes de l'histoire de l'apartheid, la communauté mondiale s'est vue contrainte, pour des raisons d'ordre moral, politique et juridique, d'adopter une position contre ce système maléfique. Ce défi n'a pas été relevé avec suffisamment d'efficacité lorsque le Parti nationaliste sud-africain a révélé, pour la première fois, ses plans d'apartheid ou après que les massacres de Sharpeville puis de Soweto eurent démontré au monde entier les conséquences très graves du système de l'apartheid.

A l'heure actuelle, alors que chaque jour apporte son lot de nouveaux martyrs de l'apartheid, les Nations Unies peuvent réparer les échecs moraux du passé qui n'ont fait qu'étayer l'apartheid, le fait d'avoir toléré un crime reconnu contre l'humanité ainsi que l'escalade d'une menace grave pour la paix et la sécurité régionales et internationales. Il s'avère impérieux que la communauté mondiale agisse avec plus de détermination et redouble d'efforts afin de réussir à redonner la paix, la liberté, la justice et la démocratie aux populations d'Afrique australe.

M. EISSA (Soudan) (interprétation de l'arabe) : Alors que nous sommes réunis ici, les populations africaines du sud du continent poursuivent une lutte nationale pour la liberté et l'indépendance, entamée depuis de nombreuses années, contre la politique de discrimination raciale d'un régime despotique, composé d'une minorité raciste blanche qui opprime la majorité africaine noire. Parce qu'il mène une lutte de libération nationale continue pour son autodétermination et pour la création d'un Etat de justice et d'égalité pour tous, le peuple africain est confronté à diverses formes de terrorisme et d'oppression. Ce régime essaie désespérément de mettre fin à la révolution populaire nationale, en recourant à tous les moyens brutaux et immoraux dont il dispose, y compris la détention, l'emprisonnement et des punitions massives. Ce régime a, en dernier ressort, instauré l'état d'urgence dans plusieurs régions du pays, comme le souligne le rapport du Comité spécial contre l'apartheid.

M. Eissa (Soudan)

En vue de mettre fin à cette lutte nationale et à la révolution, qui engagent tous les peuples africains en Afrique australe, le Gouvernement raciste d'Afrique du Sud essaie de créer une nouvelle réalité en Afrique australe, en semant la déstabilisation et en ébranlant les fondements de sécurité de ces régions, ainsi qu'en menaçant les Etats africains indépendants voisins afin d'empêcher que l'aide et l'assistance matérielle n'atteignent les combattants de la liberté et de l'indépendance. Le Gouvernement d'Afrique du Sud a continué à se retrancher derrière sa politique d'apartheid grâce à l'attitude de certains pays occidentaux qui n'ont pas encore pris de mesures positives dans le sens de l'imposition de sanctions contre le gouvernement raciste. En fait, certains de ces pays continuent de fournir une assistance politique, économique et morale au gouvernement du régime raciste, et des institutions financières et commerciales continuent d'apporter leur aide au régime de Pretoria, ce qui l'encourage dans son attitude. Il incombe donc à la communauté internationale de fournir toutes formes d'assistance, particulièrement dans les domaines politique et de l'information, à ceux qui luttent en Afrique australe, afin qu'ils puissent mettre fin à cette abominable politique raciste et vivre dans la liberté et la dignité par le biais de l'autodétermination. Il faut donc demander à la communauté internationale, représentée à l'Assemblée générale des Nations Unies, de faire en sorte que les mesures suivantes soient prises : lever immédiatement l'état d'urgence en Afrique du Sud; retirer les troupes racistes cantonnées autour des villes; libérer tous les prisonniers politiques et les détenus arrêtés depuis l'imposition de l'état d'urgence; mettre fin au terrorisme et à l'oppression dirigés contre le peuple africain; lever l'interdiction des organisations politiques et accorder la liberté d'action politique; proclamer une amnistie générale pour tous les citoyens; permettre le retour immédiat des Africains exilés qui ont été obligés de quitter leur pays et sont empêchés d'y revenir; mettre fin à toutes les mesures politiques et militaires visant à créer un état d'instabilité en Afrique australe, de façon à obtenir l'indépendance et assurer l'intégrité territoriale de ces pays; et, finalement, lancer un appel à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'elles accroissent leur soutien à ces combattants, aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et aux mouvements de libération.

Nous en appelons à la communauté internationale afin qu'elle accentue, tout d'abord, l'isolement de l'Afrique du Sud, qu'elle fasse pression sur Pretoria pour qu'il mette fin à sa politique d'apartheid, créant ainsi les conditions nécessaires

M. Eissa (Soudan)

pour conduire à l'autodétermination ses citoyens asservis et dominés par la minorité blanche au moyen de méthodes dictatoriales d'oppression sur l'écrasante majorité du peuple d'Afrique du Sud.

Les mesures prises par les organes exécutif et législatif des Etats-Unis - des décisions positives pour lutter contre la discrimination raciale en Afrique du Sud - sont un bon exemple et une mesure positive dans la bonne direction pour essayer de remédier à la situation qui se dégrade en Afrique australe. Nous espérons que ces mesures de la part des Etats-Unis seront suivies par d'autres et nous constatons avec satisfaction que certaines des principales compagnies commerciales et industrielles aux Etats-Unis, de même que des universités et des institutions culturelles, ont en fait commencé à désinvestir leurs capitaux d'Afrique du Sud et déclaré un embargo global contre le régime de l'apartheid.

Je saisis cette occasion pour lancer un appel à tous les autres Etats Membres de cette organisation, en particulier ceux qui maintiennent encore des relations commerciales et économiques avec le Gouvernement de l'apartheid de l'Afrique du Sud, de cesser immédiatement ces relations et de répondre à l'appel de l'Afrique afin d'éliminer l'oppression de l'homme par l'homme et la discrimination fondée sur la race, l'origine ou la religion. Il est donc grand temps que le Conseil de sécurité impose des sanctions globales obligatoires contre le Gouvernement d'Afrique du Sud, afin de l'obliger à mettre fin à ses pratiques racistes et à ses politiques d'agression, qui vont à l'encontre de la Charte des Nations Unies.

Le Gouvernement sud-africain de l'apartheid a continué de refuser de coopérer avec la communauté internationale au cours des dernières décennies. Il s'oppose à accorder l'indépendance immédiate aux territoires usurpés de la Namibie, en dépit de la volonté de la communauté internationale, et constitue donc une menace constante à la paix et à la sécurité internationales en Afrique, du fait de ses attaques incessantes contre les Etats africains de première ligne.

Nous estimons que le régime de la minorité blanche en Afrique du Sud est entièrement responsable de la tension et de la rivalité entre les deux superpuissances et pour les avoir entraînées dans la région, à la suite du harcèlement continu de l'Angola, de son appui aux rebelles et du sabotage dans d'autres pays.

M. Eissa (Soudan)

Afin d'isoler davantage l'Afrique du Sud et d'imposer des sanctions obligatoires contre ce pays, il nous incombe de traiter de la question de la coopération qui se poursuit entre l'Afrique du Sud et l'Etat d'Israël. Cette coopération prouve qu'il existe un dénominateur commun entre eux, soit un racisme odieux appliqué à la population autochtone en Afrique du Sud et dans les territoires arabes occupés et en Palestine occupée, ainsi que la convergence d'attitude des deux gouvernements dans leur refus de respecter les résolutions et la Charte des Nations Unies. Les principaux aspects de leur coopération se manifestent dans les domaines militaire et nucléaire et dans leurs relations économiques et commerciales, qui ont fait d'Israël un lien entre l'Afrique du Sud et les marchés européens, en particulier après que les politiques d'embargo aient montré leur utilité pour forcer le régime raciste d'Afrique du Sud à renoncer à ses politiques racistes. L'Etat d'Israël ne s'est jamais engagé à respecter les décisions des Nations Unies demandant des sanctions économiques contre Pretoria. Nous aimerions appeler l'attention des Etats du monde sur le danger de cette coopération d'Israël avec le Gouvernement minoritaire raciste blanc d'Afrique du Sud, sur ses répercussions négatives sur les efforts internationaux en vue de mettre fin à l'apartheid et sur ses dangers pour la civilisation du XXe siècle.

En conclusion, je suis heureux d'annoncer que le Soudan réaffirme son appui au projet de résolution présenté à l'Assemblée générale ainsi qu'au programme du Comité spécial contre l'apartheid afin de continuer à trouver des appuis et apporter de l'aide aux peuples de l'Afrique du Sud dans leur juste lutte pour mettre fin aux politiques d'apartheid et pour arriver à l'indépendance et à l'autodétermination.

La séance est levée à 13 h 10.